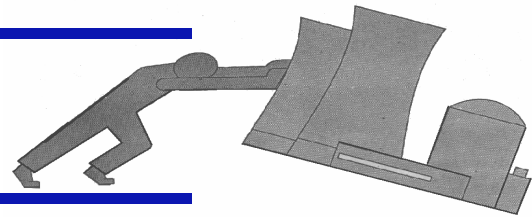


# STOP GOLFECH



journal de la coordination antinucléaire du Sud-Ouest

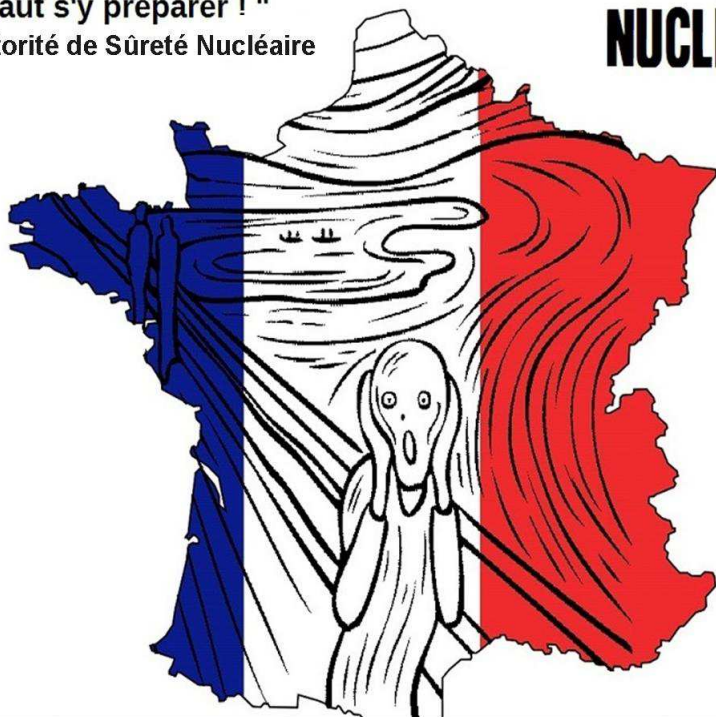
[stopgolfech.org](http://stopgolfech.org)

N°77 - Semestriel - 4 €  
Mars 2016

" L'accident grave en France est possible,  
il faut s'y préparer ! "

Autorité de Sécurité Nucléaire

## NUCLEAIRE



D'après des affiches du CANIS4

5 ans après Fukushima, 30 ans après Tchernobyl

[programme du 30 avril](#) et [présentation du spectacle p.2](#)

**Refusons d'être otage du lobby nucléaire**

**AGISSONS**

## 30 Avril 2016

16h devant la centrale de Golfech

20h, spectacle Valence d'Agen

salle Léo Gipoulou



Comment expliquer à nos enfants  
que l'accident nucléaire est probable ?

*Oui, on ne sait où donner de notre temps,  
de nos engagements, tellement les motifs pour  
se battre sont nombreux.*

*Le nucléaire apparaît pour ce qu'il est,  
« l'énergie de destruction massive » (Crilan) que nous  
dénoncions depuis le départ. En France un énorme  
boulet que le cynisme du lobby nucléaire continue de  
promouvoir (p 5 à 7), à Fukushima une horreur  
au quotidien (p.10 à 15) . Mais ils se battent  
et on se bat : voir p.2,3,4,9,16 à 20.*

*« Si chacun de nous est de granit,  
alors le peuple sera de roc »*

*dans cette lutte, comme dans les autres, multiples.*

## ELENA

30 ans après



Prologue à *La supplication*  
de Svetlana Alexievitch

« Ainsi, chacun pourra se prononcer  
en connaissance de cause. »

Dans un entretien publié le 3 mars 2016 par le journal Libération, à la question « In fine, la question n'est-elle pas si, mais quand il y aura un accident majeur en Europe ? », le président de l'Autorité de sécurité nucléaire française (ASN), Pierre-Franck Chevet, a répondu : « Oui, il y en aura. Il faut imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe. Je ne sais pas donner la probabilité et on fait un maximum pour éviter que ça arrive, mais malgré tout, on pose le principe que ça peut arriver ».

Une telle déclaration de la part de l'ASN n'est pas réellement nouvelle mais elle a frappé les esprits, sans que toutefois la réalité de la chose apparaisse clairement pour le lecteur. Et, comme le dit le président de l'ASN, « On a peut-être un peu oublié Fukushima, c'était seulement il y a cinq ans ».

Pour comprendre ce que cela veut vraiment dire, il faut mettre en regard de la déclaration du président de l'ASN l'entretien publié le 4 mars 2016 par le journal britannique The Telegraph avec M. Naoto Kan, Premier ministre du Japon au moment de l'accident de Fukushima, en mars 2011.

Nous citerons ici simplement ce passage :

« Il dit qu'il avait considéré l'évacuation de la capitale, Tokyo, ainsi que celle d'autres territoires, à l'intérieur d'une zone de 250 km de rayon autour de la centrale, ainsi que la déclaration de la loi martiale. Il ajouta : « L'existence future du Japon était en jeu » et « Un événement de cette taille, l'évacuation de 50 millions de personnes, eut été comparable aux effets de la défaite dans une guerre majeure » [1].

**Ainsi, chacun pourra se prononcer en connaissance de cause.**

**Et peut-être nos gouvernants prendront conscience de la responsabilité qu'ils assument, souvent en toute ignorance ou refus de regarder la vérité.**

*Bernard Laponche préside l'association qui édite le Journal de l'énergie.*



**Un rendez-vous  
de la  
coordination  
antinucléaire  
sud-ouest,  
Samedi 30 avril  
2016  
De 16h à 22h**

**À 16h rendez-vous  
devant la centrale  
de Golfech :**  
Prises de parole, chansons,  
lecture de textes  
**Expression libres**  
Venez avec vos envies  
de dire , de chanter,  
de partager...

**Vers 18h30 pique-nique  
tiré du sac**

**20h salle Léo Gipolou  
Valence d'Agen  
Spectacle  
Et échanges sur  
Tchernobyl  
30 ans après.**

Les membres de la  
compagnie  
Brut de Béton  
ont accompagné durant  
15 jours le liquidateur  
artiste Oleg et à ce titre  
pourront témoigner de son  
ressenti.

## **ELENA 30 ans après**

**Texte de Svetlana Alexievitch  
Prix Nobel 2015  
(La Supplication, éd. JC Lattès)  
Traduction, Galia Ackerman  
et Pierre Lorrain**

**Mise en scène Bruno Boussagol  
Dramaturgie Virginie Symaniec**

**Interprétation  
Nathalie Vannereau**

**« Tchernobyl est un mystère qu'il nous faut  
encore élucider. C'est peut-être  
une tâche pour le XXIème siècle »  
Svetlana Alexievitch**

### **Une héroïne tragique contemporaine!**

Ceux qui lisent La Supplication n'en reviennent pas. D'une certaine manière eux aussi font désormais partie du « Peuple de Tchernobyl ».

La démarche tout à fait particulière de Svetlana Alexievitch inscrit l'écrivaine au-delà de l'engagement pour une cause. Elle place le lecteur au niveau de l'éthique plus que du récit.

Des gens, des millions de gens - ce peuple de Tchernobyl - « gens de peu », chercheurs, petites amoureuses, professeurs, fanfarons, enfants de l'Union Soviétique, paysans de tous les temps, se trouvent propulsés à l'avant-garde de l'humanité parce qu'ils vivent non pas dans le souvenir d'une catastrophe technologique mais dans la catastrophe elle-même et pour des centaines d'années, autant dire pour toujours.

En quelques mois l'explosion de Tchernobyl a fait plus que toutes les universités réunies : elle a projeté des milliers d'êtres humains dans la philosophie.

Dire qu'ils vivent notre futur est une manière de les éloigner de nous. En fait leur expérience exceptionnelle leur font connaître des choses que nous ignorons ou que nous ne pouvons formuler que sous forme de question existentielle.

Svetlana Alexievitch a mis plusieurs années avant de rencontrer les centaines d'individus qui seront la matière parlée de son livre. Ces mêmes années nous les avons passées à oublier Tchernobyl. Et soudain comme un « retour du refoulé », le livre vient réveiller plus que nos angoisses : notre conscience.

C'est à ce titre que La Supplication est une tragédie contemporaine. Le peuple de Tchernobyl c'est le peuple de Troie. Seulement 2800 années les séparent. Svetlana Alexievitch a trouvé la marque de ce temps passé : ce qu'elle écrit n'est ni du théâtre, ni du roman, ni du journalis-

te. Elle nomme cela chronique, « chronique du futur », laissant à chaque lecteur sa grille de lecture.

C'est une marque rare d'engagement dans l'écriture que de ne pas cadrer son lecteur.

Svetlana Alexievitch s'adresse à un lecteur d'aujourd'hui, plein des dernières 3000 années d'écritures, de styles, de formes. Elle s'adresse à un lecteur qui sait sa place dans l'espace (la planète terre dans une galaxie) et dans le temps (quelques milliers d'années dans des milliards). La tragédie Grecque permettait d'y voir un peu plus clair de récit en récit dans le chaos d'où émergeait la civilisation. Elle avait une fonction à la fois initiatique, informative et structurale. Elle partait du réel pour inscrire une épopée. Svetlana Alexievitch est l'Eschyle d'aujourd'hui. Elle aussi part du réel, celui du chaos post-soviétique.

D'amener les gens qu'elle a rencontrés à dire l'indicible de leur histoire individuelle lui a permis de construire une oeuvre chargée d'un sens propre et qui donne du sens à chacun des récits.

Le passage à l'écriture est le passage au sens. Pour ce qui me concerne, j'ai porté cette chronique à la scène. J'ai proposé aux comédiennes et aux comédiens qui m'entourent de participer activement à cette réalisation. Depuis trois années, nous jouons cette Prière de Tchernobyl.

En avril 2002, nous nous sommes rendus à Gomel, cette ville Biélorusse d'environ 500000 habitants en pleine zone contaminée. Nous avons joué en français. Puis, avec Virginie Symaniec, d'origine biélorusse, nous avons mis en scène en russe et en biélorusse ce même texte à Minsk. Ce fut et c'est encore un évènement. Une rencontre entre un peuple et son histoire. ! !

**Elena est l'héroïne du prologue de La supplication.**

J'ai voulu l'isoler et en faire un spectacle à part entière afin d'en restituer la totalité du texte sans risquer de déséquilibrer l'ensemble du spectacle initial (à l'origine une partie du prologue commençait La Prière de Tchernobyl).

J'ai demandé à Pierre Della Giustina de réaliser une sculpture qui vienne « plomber » l'espace scénique en une menace permanente d'effondrement.

Interprétation minimaliste au centre d'une installation scénographique en déséquilibre stable.

**Elena c'est une femme banale que l'histoire traverse et qui la mute en héroïne tragique contemporaine.** Elle est unique parce que marquée par l'écriture de la plus grande catastrophe technologique de tous les temps. Ce n'est pas rien.

Et c'est cela qui n'est pas rien que la scène théâtrale accueille.

**Bruno Boussagol avril 2003**

**ARRET DU CRIME  
NUCLEAIRE**

*pas de consignes*  
**A toi de voir,  
à toi d'agir**

2016 - CAN64

**LE CHOIX !!!**

*Servitude volontaire*  
**2016 ça continue**

*Grâce à votre indifférence,  
le lobby nucléaire poursuit son crime contre la vie !*



COLLECTIF ANTINUCLÉAIRE DE VAUCLUSE - CAN 84



## Actions à venir



## dans le Lot



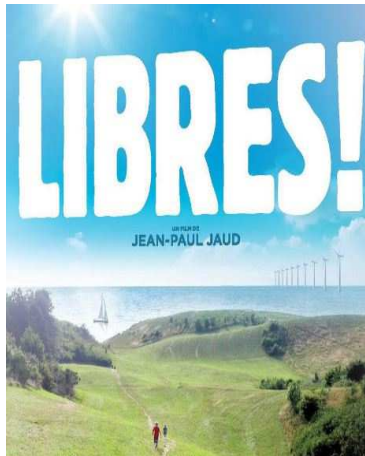
Controverses nucléaires  
Films de Wladimir Tcherkoff  
débat avec Michel Lablanque

Mardi 26 avril 2016 à 18h30  
à la Bibliothèque intercommunale  
place Léon Poinjade – Gourdon



ABC ÉDITIONS

Dans le cadre des commémorations des 5 ans de Fukushima et des 30 ans de Tchernobyl, les associations Le pivoton rouge et Sortir Du Nucléaire LOT vous invitent **le 29 avril à 20H30 au cinéma Louis Malle à Prayssac**, à la projection du film LIBRES suivi d'un débat animée par SDNLot .  
[philippe.cruzel@orange.fr](mailto:philippe.cruzel@orange.fr)



**Problème du RADON dans le Ségala.**  
Le radon est un gaz radioactif, d'origine naturelle, incolore, inodore et sans saveur, il provient de la désintégration de l'uranium présent naturellement dans la croûte terrestre. Selon la nature géologique du sous-sol certains secteurs géographiques sont plus touchés que d'autres. Une cartographie du potentiel radon des formations géologiques a été réalisée par l'IRSN (Institut de Radioprotection et de Sureté Nucléaire) Dans les années 90 en France 12000 dosimètres ont été posés et 31 départements ont été classés à risque. Essentiellement des départements à sous sol granitique Bretagne Massif central etc .Bien que le Lot ne soit pas classé département à risque le Ségala situé au nord- est touche le Massif Central.  
**Des mesures effectuées par l'association VITES (vivre travailler exister en Ségala) dans 30 maisons ont été transmises à l'ARS de Cahors qui a pris en compte ce problème de santé publique car le gaz radon bien qu'il soit naturel est classé par l'OMS comme cancérigène certain pour le poumon après le tabac.**

A l'air libre, le radon se dilue rapidement, dans l'atmosphère mais s'il est confinée dans un bâtiment il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées qui peuvent alors être problématiques. Le radon pénètre dans les maisons par les parties directement en contact avec le sol.  
6 réunions publiques ont été organisées  
Ces réunions avaient pour objectif d'informer le public sur le radon, les risques associés et les solutions existantes. Elles ont permis de mettre à disposition gratuitement des kits de mesure pour permettre d'évaluer la concentration en radon dans les habitations, afin de faire un état des lieu sanitaire par rapport à ce gaz dans le Segala. En fonction des résultats des réunions plus ciblées seront organisées auprès des populations et des professionnels du bâtiment car des solutions existent pour limiter ou éliminer ce gaz radioactif : ouvrir les fenêtres, renforcer l'étanchéité par le sol , VMC etc..  
Patrick Quemper pour VITES

## Actions de Tchernobyl [tchernobyl.free.fr](http://tchernobyl.free.fr)

Samedi 12 mars 2016  
14h30 Miroir des Quais de Bordeaux

Manifestation antinucléaire à l'occasion des 5 ans du début de la catastrophe de Fukushima



Les manifestants tireront une charrette de déchets radioactifs !  
©Photo Joël Sirac

<http://burezoneblog.over-blog.com/>  
Bure Zone Libre, 2 rue de l'Eglise  
55290 Bure



Samedi 26 mars 2016  
À partir de 14h  
Bal folk à 21 h

Lieu de résistance au projet de poubelle nucléaire, lieu d'information indépendante, et lieu de vie collective, de partage et de rencontre

## Fermez les vieux réacteurs nucléaires, dit une alliance sans précédent de villes de l'UE

[www.theguardian.com/environment/2016/mar/17/shut-old-nuclear-reactors-says-unprecedented-alliance-of-eu-cities](http://www.theguardian.com/environment/2016/mar/17/shut-old-nuclear-reactors-says-unprecedented-alliance-of-eu-cities)

Des communautés et des militants en Allemagne, aux Pays-Bas et au Luxembourg font du lobbying pour la fermeture de deux réacteurs nucléaires belges, vieux de 40 ans, proches des frontières. ....et mènent des actions en justice

## Une alliance sans précédent de 30 villes et districts majeurs de trois

pays a joint ses forces pour essayer de fermer deux réacteurs nucléaires belges vieillissant, proches de leurs frontières.

Cologne et Dusseldorf en Allemagne, la ville de Luxembourg et Maastricht aux Pays-Bas, sont parmi les villes finançant ensemble une action en justice pour fermer un réacteur – Tihange 2 – et appellent la Commission européenne à préparer un cas séparé à la Cour de justice européenne.

« Plus de 30 districts ont adopté des résolutions pour nous soutenir, et désirent se joindre à l'acte de justice, » a dit Helmut Echtenberg, le maire de la Plus grande région d'Aix-la-Chapelle d'Allemagne, qui dirige la campagne. Seul un plaignant peut apparaître au tribunal, « mais nous assurerons que Tihange2 n'est plus connecté au réseau du futur, » a dit Echtenberg, « C'est ma conviction profonde. »

Près de 60% de l'électricité de Belgique provient de sept réacteurs des usines de Tihange et de Doel dans le pays. Deux des réacteurs, - Tihange2 et Doel3 – ont été rouverts en décembre après un processus de réparation qui a duré 21 mois. Mais Doel3, à la frontière hollandaise, a dû être fermé une nouvelle fois une semaine plus tard.

Les réacteurs, vieux de 40 ans ont été harcelés par une litanie de problèmes, comme de microfentes dans le réacteur à pression, du feu et un mystérieux acte de sabotage.

Ils ont provoqué ce qu'Echtenberg appelle « une peur existentielle » à Aix-la-Chapelle, qui est situé à 60 km dans le vent de l'usine. Une anxiété telle que les prix des maisons et l'activité des affaires pourraient bientôt en souffrir. Des affiches anti-nucléaires ornent les magasins dans le centre d'Aix-la-Chapelle, des autocollants ornent les vitres des voitures et des histoires sur Tihange sont régulièrement répandues dans les journaux locaux. Hartmut Falter, le propriétaire de la plus vieille librairie d'Aix-la-Chapelle, Die Mayersche, a placé une affiche anti-nucléaire de 10m sur 3 à sa devanture. « Le risque d'un accident nucléaire n'est pas très grand mais s'il se produit, le dommage serait extrême, » a-t-il dit au Guardian. « Malheureusement, les dangers nucléaires ne s'arrêtent pas à la frontière. » « Jusqu'ici, la situation n'a pas eu d'impact économique sur la région, mais elle pourrait

en avoir, sans aucun doute, » a-t-il ajouté.

La plus vieille librairie d'Aix-la-Chapelle, Die Mayersche, a une affiche anti-nucléaire de 10m sur 3 à sa devanture.

Comme une lame de fond d'opposants prend de la force, Echtenberg dit qu'il ne peut exclure des manifestations de masse à la frontière belge.

« Si notre poursuite en justice est rejetée, cela pourrait arriver parce qu'alors la volonté politique devrait clairement être articulée » a-t-il dit au Guardian. « Une fois (que les gens) du Luxembourg, des Pays-Bas, d'Allemagne et les ONGs disent tous, ceci n'est pas simplement sans risque, cela aura bien sûr un impact sur l'état belge. » Pour les Allemands, être exposés à des risques nucléaires après avoir mis les volets à leurs usines les plus modernes à cause du désastre du Fukushima a été « une ironie absolue de l'histoire » a-t-il ajouté.



La semaine dernière, on a annoncé que le plus vieux réacteur de France à Fessenheim, à la frontière allemande, serait fermé suite aux plaintes de l'Allemagne et de la Suisse.

Des avocats travaillent déjà à une seconde poursuite en justice nucléaire qui peut être introduite en Belgique par la ville hollandaise de Maastricht. Les gouvernements régionaux de North Rhine Westphalia et Rhineland Palatinate introduisent des cas séparés contre les réacteurs à l'ONU et à la Commission européenne.

On dit que le Président du parlement européen, Martin Schulz, est un supporter de la campagne et peut ajouter du poids à son appel pour la libération de documents soi-disant manquants, autorisant la réouverture des deux réacteurs.

Le débat sur leur sécurité tourne autour des milliers de microfentes ou flocons d'hydrogène – mesurant jusqu'à 18 cm de long – qui ont été trouvées dans le réacteur à pression à Tihange2 et Doel3.

L'opérateur d'usine, Electrabel, attribue le dommage au design original des récipients et les tests visuels relativement peu sophistiqués à l'époque.

Les défenseurs de l'industrie soulignent souvent que l'énergie nucléaire émet moins de CO2 que le charbon – un combustible de substitution possible si Tihange2 est fermé. Le charbon en soi a aussi des impacts sur la santé traversant la fron-

rière venant des ces deux réacteurs et j'ai le droit de protéger ma santé, » a dit Jorg Schellenberg, un militant clé dans la coalition d'Aix-la-Chapelle pour l'action contre l'énergie nucléaire.

Le groupe essaie d'atteindre des militants belges et la prochaine manifestation régionale, d'une série à roulement qui aura lieu à Liège, le 17 avril. Mais le centre du nouveau mouvement anti-nucléaire est clairement à Aix-la-Chapelle où le réacteur de Tihange « est discuté dans chaque famille et groupe politique, d'après la maire local de la ville, Marcel Philipp. « C'est une question déterminante, a-t-il dit.

Plus d'un demi-million de gens vivent dans le plus grand district d'Aix-la-Chapelle et Jorg Schellenberg, un militant dirigeant antinucléaire, dit que la position anti-nucléaire forte d'Echtenberg lui a fait gagner des votes. « Il est très étrange que les Verts fassent partie du gouvernement de North Rhine Westphalia mais qu'ils n'aient rien fait contre ces réacteurs alors que les conservateurs dirigent le combat contre eux, » a-t-il dit. Il y aura des élections l'an prochain et je crois que les Verts seront punis. (...) Le silence de Merkel sur la question jusqu'ici, a été un « désappointement » mais compréhensible à la lumière de la crise des réfugiés, a-t-il dit au Guardian. « On aurait un nouveau problème de réfugiés s'il y avait un accident, » a-t-il dit. « Alors, nous serions tous des réfugiés. »

Dans le cas du pire scénario, l'Allemagne n'entendrait parler d'un accident nucléaire à Tihange qu'après une chaîne de coups de téléphone en circuit. Electrabel appellerait le gouvernement belge, qui contacterait des autorités à Berlin, qui alerterait le gouvernement du North Rhine Westphalia, qui appellerait alors Aix-la-Chapelle. Les médias sociaux ou des textos pourraient accélérer ce processus, mais certains physiciens locaux se demandent ce qui se passerait après. Les plans de santé publique d'Aix-la-Chapelle ne vont pas au-delà de la distribution de pilules de 130 mgr d'iode, pour protéger contre le cancer de la thyroïde.

« Pour le moment, il n'y a pas de plans d'évacuation concrets, a dit Echtenberg. Les avis que les citoyens devraient rester à l'intérieur et attendre les instructions des autorités ne seraient probablement pas suivis.

Le ministre de l'Intérieur de North Rhine Westphalia est en train de dresser des plans d'éventualité, après avoir été poussé par les maires d'Aix-la-Chapelle, mais ils ne seront pas installés d'un jour à l'autre.

Philipp a dit qu'il avait un plan prêt à agir mais que les options limitées en cas d'urgence lui infligeaient encore toujours des nuits sans sommeil. « Dans une situation où tout le monde quitte la ville et qu'il y a une pluie radioactive au-dessus d'Aix-la-Chapelle, on ne peut rien faire qui puisse aider, » a-t-il dit. « C'est vraiment un grand problème. »

Envoyé par Fr. Chaniel, Amis de la Terre 86



## Prise d'otage programmée par le lobby nucléaire

**On nous y prépare... À la catastrophe ! Pierre Péguin, février 2016. Coordination antinucléaire du sud-est**

Autrefois le nucléaire était « sûr », depuis peu, et petit à petit on laisse entendre que la catastrophe est possible. **L'Autorité de Sureté Nucléaire (ASN) elle même, jusque là inféodée au lobby, prend ses distances et lance des alarmes.** La situation est peut-être plus grave qu'on ne le croit dans un pays verrouillé par le « tout » nucléaire électrique, par le chômage, la sécurité et le libéralisme triomphant.

Le danger nucléaire est maintenant avéré, on ne nie pas que nous pourrions avoir à subir les effets d'une catastrophe, et d'ailleurs on nous y prépare, mais par contre on se garde bien de nous dire que le risque d'attentat sur un site nucléaire, ou sur un transport de combustibles radioactifs est très grand. Aussi, pour faire accepter par la population ce risque terrible, **la stratégie du lobby élaborée par le cabinet Mutadis Consultant reste triple :**

- **Nous convaincre qu'avec 3/4 d'électricité nucléaire, on ne peut pas s'en passer**, la nucléocratie veille donc à promouvoir l'utilisation massive d'électricité (par le chauffage électrique, la climatisation, et maintenant de la voiture électrique).

- **Œuvrer à ce qu'il n'y ait pas d'alternatives crédibles**, voilà pourquoi nous sommes à la traîne du développement des énergies renouvelables, et également des mesures en faveur de la sobriété et de l'efficacité énergétique.

- **Prétendre qu'on peut vivre en zone contaminée, c'est ce que**

**le lobby impose en Biélorussie et au Japon**, au mépris de la santé des habitants, et ce pour des générations. Il s'appuie pour cela sur des études menées en Biélorussie et financées par l'Europe et la France (Ethos, Core, etc).

Le lobby a manœuvré pour profiter de la Conférence Climatique qui s'est tenue à Paris cet automne pour faire la promotion du nucléaire, mais finalement sans beaucoup de succès, plombée par le fiasco d'Areva et les dettes d'EDF.

Mais il n'empêche, **« Le contexte en matière de sûreté et de radioprotection est particulièrement préoccupant. » a déclaré Pierre-Franck Chevet, le président de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN)** (voir p.3), qui n'a pas mâché ses mots à l'occasion de vœux à la presse. Il a dressé un constat alarmiste de l'état du nucléaire en France, dans un discours d'une trentaine de minutes autour de motifs d'inquiétudes préoccupants.

Il qualifie en particulier d'« enjeux sans précédents », l'épineux dossier de la prolongation de durée de fonctionnement des réacteurs au-delà de 40 ans. Une prolongation dont le gendarme du nucléaire français a rappelé qu'elle n'était « pas acquise » – « on est loin d'avoir décidé des conditions » – mais dont l'échéance se rapproche, avec une première visite décennale fixée à Tricastin 1 en 2019. Une première « décision » – sorte de document de prescription fixant les grandes orientations – est annoncée pour les prochaines semaines. Sur ce sujet, Pierre-Franck Chevet a d'ailleurs manifesté le souhait d'« organiser la participation du public », « pas prévue par la loi mais nécessaire au vu des enjeux ».

En Belgique également, les experts en sécurité nucléaire sont inquiets: la Belgique vient de redémarrer deux anciens réacteurs fissurés qui menacent de déclencher un nouveau Tchernobyl au coeur de l'Europe. Les citoyens manifestent, et les gouvernements de tous les pays voisins sont préoccupés.

**L'Europe pourrait être confrontée au risque nucléaire le plus grave depuis Tchernobyl**, la France, la Belgi-

n'était prêt en 1986, aujourd'hui, on sait, et c'est alors beaucoup plus grave" .

**Dans le même temps il est prévu de limiter l'évacuation des zones touchées à quelques kms autour de l'accident**, tout simplement parce qu'on n'aurait pas les moyens de prendre en charge les centaines de milliers d'habitants concernés. L'armée sera chargée de gérer les flux de populations cherchant à fuir à tout prix, seule solution de survie. De même on ne distribue les pastilles d'iode que dans un rayon de 10kms autour des centrales, alors que les pathologies de la thyroïde dues à Tchernobyl se sont développées à des milliers de kms.

**De toutes façons, les équipements nucléaires français ne sont pas réellement assurés, c'est l'État qui s'en charge, c'est à dire nous.** D'un accident au coeur de la France, et dans un cercle de trois cents kilomètres, peu de gens échapperont à la contamination, aux dégâts de santé, à la mort.

Rappelons que les pastilles d'iode n'ont pour but que de saturer la thyroïde en iode pour éviter qu'elle soit contaminée par de l'iode radioactif. **Cela ne protège en rien l'organisme contre la multitude de radioéléments que nous subissons en cas de catastrophe, et pour**

**que la thyroïde soit effectivement protégée il faut que cet iode soit absorbé avant que nous soyons touchés par la radioactivité.** Autant dire que ce ne sera probablement pas le cas dans le rayon de 10 kms, si l'alerte n'est pas donnée en urgence, et si les habitants n'ont pas le temps d'aller prendre leur pastille à la maison....

Convaincus qu'il faut arrêter le nucléaire en partie immédiatement, le reste en extrême urgence, et c'est possible, **certains d'entre nous estimons que ce risque est tellement effrayant**

**qu'il faut non seulement lancer un programme exigeant de réduction de la consommation d'électricité, mais aussi accepter de brûler provisoirement des hydrocarbures en attendant que les renouvelables prennent le relais.** La part du nucléaire dans la consommation totale finale d'énergie en France étant inférieure à 15 %, cela ne devrait pas demander un effort considérable pour compenser le fonctionnement des centrales thermiques nécessaires à la production d'électricité.

Dès maintenant les études indépendantes annoncent un nombre effrayant de victimes du nucléaire (voir p.6). Et alors que les dégâts du nucléaire nous permettent d'en parler comme d'un crime contre l'humanité qui devrait être jugé comme tel, la « nucléocratie » s'efforce de sauver le nucléaire, ce fleuron de la « grandeur » de la France, nécessaire à l'entretien de notre armement nucléaire. Ce choix mortifère menace la population de l'Europe occidentale.



que, comme l'ensemble des pays voisins, seraient directement touchés par un tel désastre.

De nombreux partenaires européens préparent désormais l'éventualité de l'accident grave. Ainsi les experts d'Euratom (traité européen qui a pour objectif de promouvoir le nucléaire à l'échelle européenne et fixe des normes de radioprotection) ont fixé des limites sur les aliments commercialisés en cas d'accident nucléaire en Europe : les chiffres ont été rendus publics sur Internet en août 2014. Ce règlement est scandaleux, combattu par ceux qui suivent cette question (La Criirad, Michèle Rivasi etc. ), il est difficile à comprendre par les profanes . Il sera imposé à tous en cas d'accident nucléaire, il est conçu pour minorer le cout pour les Etats, au détriment de la protection des populations. La CRIIRAD a lancé une pétition pour alerter les responsables avec une campagne de mobilisation. Pour Roland Desbordes une hécatombe se prépare. "Alors que personne



<http://www.sudouest.fr/2016/03/08/nucleaire-les-5-dossiers-noirs-qui-empoisonnent-la-vie-d-edf-2293727-4803.php>

**Nucléaire: les cinq dossiers noirs qui empoisonnent la vie d'EDF** Alors que le chantier de l'EPR français de Flamanville bat de l'aile, **le projet de construction d'un nouvel EPR à Hinkley Point (Angleterre) fait polémique à EDF.**

Le projet colossal de la construction de deux réacteurs nucléaires EPR à Hinkley Point, en Angleterre, provoque une crise à EDF. L'atome menace-t-il la survie financière de l'électricien français ? Le point

Lundi noir pour EDF (électricité de France), qui a plongé en Bourse de 8%, après la confirmation de la démission, la semaine dernière, du directeur financier du groupe. Thomas Piquemal, qui s'inquiète de la situation financière du géant français de l'électricité, émet de sérieux doutes sur la "faisabilité à court terme" du projet pharaonique des deux réacteurs nucléaires EPR à Hinkley Point, dans le sud-ouest de l'Angleterre.

Avec un bénéfice net divisé par trois en 2015, à 1,2 milliard d'euros, l'électricien doit faire face à une chute des prix de marché de l'électricité en 2015 qui pèse sur ses marges, alors qu'il est confronté à d'énormes besoins d'investissements pour sa filière nucléaire. Voici les cinq gros dossiers atomiques qui menacent les comptes d'EDF

La centrale anglaise est-elle la goutte d'eau qui fait déborder le vase déjà plein à ras bord des ennuis d'EDF ? Il y a deux ans et demi, EDF a signé un accord de principe pour construire deux réacteurs EPR sur le site de Hinkley Point (sud-ouest de l'Angleterre). Un projet à 23,3 milliards d'euros, perçu par les syndicats et de nombreux cadres d'EDF comme le projet de trop, celui qui pourrait finir par faire couler l'électricien. Et qui provoque une polémique au plus haut niveau de la direction du groupe, comme en atteste la démission de son directeur financier.

Le géant français de l'électricité, contrôlé à 84,5% par l'Etat français, a dû prendre une participation majoritaire de 66,5% dans le projet controversé anglais, aux côtés de l'entreprise publique chinoise CGN qui assumera un tiers du financement après le retrait du groupe français Areva - le concepteur de l'EPR - lui-même en faillite. Pour ce chantier, l'électricien doit prévoir un investissement de 16 milliards d'euros, **alors que son bilan affichait déjà une dette nette de 37,4 milliards d'euros à la fin 2015 et que son cours de Bourse a fondu de plus de moitié en un an. EDF, dont le titre est passé sous les 10 euros, ne vaut plus que 18 milliards en Bourse**

## 2. Le sauvetage d'Areva

Contraint par l'Etat de participer au sauvetage d'Areva, l'un des leaders mondiaux de l'énergie nucléaire, en proie à un déficit abyssal (2 milliards d'euros de perte en 2015), EDF doit aussi déboursier 2,5 milliards d'euros - sur les 5 milliards nécessaires pour renflouer le groupe français - afin d'acquiescer la branche Areva NP, chargée de la conception des réacteurs nucléaires.

Un dossier au cœur duquel on retrouve aussi les EPR. L'offre d'achat d'EDF dépend encore de la sanctuarisation de deux des chantiers de ce type de réacteur nucléaire de nouvelle génération, conduits par Areva. Le premier, celui d'Olkiluoto en Finlande, après avoir démarré en 2005, accuse 9 ans de retard. Le second se situe en France, à Flamanville (Manche). La nouvelle centrale française qui devait entrer en production en 2012, ne fonctionnera pas au mieux, avant 2018. Entre temps, le site normand qui accumule les déboires techniques aura vu son coût multiplié au moins par 3. Deux autres réacteurs EPR construits par Areva en Chine, eux, devraient être bientôt finis. La centrale nouvelle génération de Taishan, commencée en 2008, pourrait être la première au monde à fonctionner.

( Suite article p.5) Vous pouvez trouver tous les articles cités par Pierre Péguin <http://libre-infos.eklablog.com/-a125215522>

En voici un : **"Mais contrairement à ce qu'affirme l'idéologie officielle, le nombre de victimes est considérable** : D'après le CERI (Comité européen sur le risque de l'irradiation), le nucléaire c'est 61 millions de morts et 123 millions de cancers depuis 1945, contre 1,1 million et 2,3 respectivement selon les sources officielles. en outre les radiations ont induit une importante mortalité néonatale et fœtale (3,4 millions).

Sollicitée et financée par le groupe Verts européens, il y a cinq ans, l'élaboration de cette étude a rassemblé une palette d'experts indépendants du monde entier. Ils ont développé une méthodologie rationnelle qui balaie celle de la commission internationale de protection contre les rayonnements

(CIPR) dont le but est de promouvoir le nucléaire et donc d'en occulter les effets, en particulier ceux liés à l'ingestion et l'inhalation de particules. Le CERI prend en compte les effets biologiques des radioéléments artificiels issus des centres nucléaires, radioéléments qui n'existent pratiquement pas dans la nature, et qui s'intégrant à la vie font des dégâts considérables lorsqu'ils désintègrent dans nos corps. C'est le cas par exemple des atomes de tritium, strontium 90, césium 137, iode, plutonium, etc.

En conséquence ces experts recommandent de réduire la dose maximale de rayonnement admissible à 0,1 millisievert pour chaque être humain (contre 1 mSv actuellement, ce qui correspond à 5 victimes pour 100,000 personnes). Ce n'est bien sûr pas le cas des nouvelles propositions européennes aggravante, face auxquelles la Criirad lance une campagne importante. [Http://www.criirad.org/aliments-nma-accidentnucleaire/](http://www.criirad.org/aliments-nma-accidentnucleaire/)

vie de son parc électronucléaire et mettre à niveau ses 58 réacteurs nucléaires, dont la moyenne d'âge est de trente ans. Conçus pour fonctionner quarante ans, ils sont pour la plupart proches de leur arrêt. Une prolongation d'ores et déjà un poil contradictoire avec l'objectif de la transition énergétique qui prévoit de réduire de 77 à 50% la part du nucléaire dans le bouquet électrique tricolore en 2025. Quoiqu'il en soit, le coût de l'opération s'élèverait à 56,4 milliards d'euros selon l'électricien, voire plutôt à 100 milliards selon la Cour des comptes qui s'est émue dans son rapport 2016 de l'énormité du montant du "grand carénage".

## 4. Le stockage des déchets radioactifs et le projet Cigéo

Le très polémique projet Cigéo de stockage profond des déchets radioactifs français à Bure, dans la Meuse, est estimé à 32,7 milliards d'euros. Le devis révisé entraîne une hausse des provisions d'EDF à 800 millions d'euros.

## 5. Le démantèlement des réacteurs nucléaires

EDF doit aussi être en mesure de provisionner le démantèlement de ses centrales. Or, le plus grand flou règne en la matière. Fin 2003, la Cour des comptes situait le coût du démantèlement entre 20 et 40 milliards d'euros, EDF parlant de 18 milliards d'euros. Le chiffre de 15% de l'investissement initial, soit 300 millions d'euros pour une centrale de 2 milliards d'euros circule aussi.

A titre de comparaison, l'Allemagne dont le dernier des 28 réacteurs (l'équivalent de la moitié du parc français) s'arrêtera en 2022, a provisionné près de 40 milliards d'euros pour ses chantiers de démantèlement qui ont déjà commencé et devraient s'achever vers 2040. On pourrait donc évoquer un coût total pour la France d'au moins 80 milliards d'euros... Bref, Cigéo et le démantèlement sont des gouffres financiers sans fond.

## Le parc thermique en berne..

L'atome n'est pas le seul point noir dans la vie du groupe. EDF perd aussi beaucoup d'argent avec ses centrales thermiques, qui souffrent des surcapacités de production et ont généré un cash-flow négatif de plus de 800 millions d'euros l'an dernier.

L'électricien envisage ainsi de fermer par anticipation d'ici à 2018, la moitié de son parc thermique (charbon, gaz, fioul), soit six tranches de fioul (5,2 gigawatts de capacités de production). Après l'arrêt des deux tranches de la centrale d'Aramon (Gard) depuis le début de l'année, ce sont Porcheville (Yvelines) et les deux tranches de Cordemais (Loire-Atlantique) qui seront fermées.

## ... et la chute des prix de gros de l'électricité

Le coût de la production des énergies renouvelables baisse depuis 10 ans. Ici, à Cestas (Gironde), le plus puissant parc photovoltaïque en Europe, inauguré en décembre 2015. © Photo Fabien Cottureau

Autre souci, les prix de gros de l'électricité ne cessent de chuter, à environ 26 euros le MW/h, au lieu de 41 euros il y a un an. A ce niveau de prix, EDF couvre tout juste ses charges d'exploitation. Et ce, alors même que le coût de la production des énergies renouvelables ne cesse de baisser depuis six ans, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié le 31 août 2015 avec l'Agence pour l'énergie nucléaire (AEN), sur les coûts projetés de la production d'électricité.

Dans un tel contexte, rien d'étonnant à ce que le PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy, dans une interview publiée par le journal "Le Monde" le 12 février dernier, ait demandé à l'Etat, son premier actionnaire, "un rattrapage sur les tarifs réglementés des particuliers". En clair, une augmentation du prix de l'électricité pour les consommateurs. A un an d'une présidentielle à très haut risque pour le parti socialiste aujourd'hui aux manettes de l'Etat, pas sûr que l'idée de ponctionner un peu plus les électeurs ait du succès... On le voit, s'il n'est pas son seul problème, **le nucléaire plombe lourdement les comptes d'EDF** qui doit encore aussi se positionner comme un acteur-clé de la transition énergétique. L'Etat français a toutefois réaffirmé ce lundi sa pleine confiance au PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy, et renouvelé son soutien au projet de réacteurs nucléaires EPR d'Hinkley Point. **(article proposé par Daniel Roussée)**





# Prise en otage financière de la population par le lobby nucléaire

## DÉMANTÈLEMENT , GESTION DES DECHETS, LE CHANTAGE ! EDF ET LE LOBBY NUCLÉAIRE FRANÇAIS MET L'ÉTAT AU PIED DU MUR FINANCIER

Je vous conseille de prendre quelques minutes pour vous pencher dans la revue CONTRÔLE de l'ASN (Autorité de Sécurité Nucléaire) d'octobre 2015 . Le thème central de ce numéro étant le démantèlement et la « gestion » des déchets nucléaires. On y apprend dans l'introduction, que le démantèlement amorcé il y a une quinzaine d'année se déroule avec un certain succès. Nous sommes priés de le croire sur parole !

Mais très vite quand nous rentrons dans le cœur des déclarations des divers « responsables » travaillant dans l'après production d'électricité nucléaire, les diverses problématiques du nucléaire obscurcissent le tableau.

### Quelles sont ces spécificités liées au nucléaire ?

- la durée, une gestion, jusqu'en 2060 dans un premier temps y écrit-on sachant que les déchets de forte activité c'est plus de plusieurs siècles qu'il faut en envisager la gestion.

-les volumes à traiter : des millions de tonnes quand on rajoute les déchets générés par le fonctionnement des centrales nucléaires civiles, les diverses installations militaires, au volume de déchets énormes que va générer leur démantèlement.

Tout au long de ces 57 pages, les responsables de chaque secteur débattent sur les diverses stratégies qu'ils souhaitent mettre en œuvre et du coût estimé des choix qui en découleront.

Il en ressort que dans les différentes propositions touchant le démantèlement des installations nucléaires qu'elles soient civiles ou militaires ainsi que le stockage des déchets nucléaires, le coût financier est au cœur des choix qui nous sont proposés.

Il apparaît très vite que mettre en œuvre une gestion exemplaire de l'après nucléaire est impossible mais surtout s'avère d'un coût si exorbitant que **les choix qui nous sont proposés tiennent compte, non pas, de la sûreté des cette gestion mais des sommes d'argent que le lobby peut y engager.**

Nous y apprenons par exemple que les Installations Nucléaire de Base Secrète (I.N.B.S) à elles seules accaparent 55 % des 750 millions d'euros du fond « défense » alimenté par EDF et AREVA. L'année 2015 fut révélatrice du mensonge des acteurs du nucléaire quand au coût de cette énergie à travers le rapport de la Cour des Comptes, le déficit abyssal d'AREVA de plus de 6 milliard d'euros et EDF qui vient d'être exclu du CAC 40 pour cause de perte de plus de 50 % de

sa valeur. et dont le gouvernement à chargé d'aider notre fleuron en perdissions . Ubuesque !

Soyons lucide notre fierté industrielle nationale est en perdition et en quasi faillite. Notre argumentaire économique que nous mettons en avant depuis des années est maintenant avalisé. Il est maintenant clair que le KWH nucléaire a été sous estimé. Les coûts externe non intégrés faussait la réalité de son prix .

La question qui se pose au regard de cette première tromperie est : Disent-ils la vérité aujourd'hui sur les coûts externes ?



Si maintenant il est de notoriété publique que le lobby nucléaire a menti à l'ensemble de la population avec la complicité des acteurs de l'économie et des pouvoirs politiques qu'en est-il vraiment des coûts externes :

- La gestion des déchets nucléaires  
- Le démantèlement de leurs installations. D'après la Cour des Comptes fin 2014 la provision pour le démantèlement s'élèverait à 11,4 milliards d'euros pour 58 réacteurs actuellement en service soit 200 millions par réacteur.

C'est l'arrêté du 7 février 2012 dit arrêté I.N.B. qui donne le cadre :

**« L'état final atteint à l'issue du démantèlement doit être tel qu'il permet de prévenir les risques ou inconvénients que peut présenter le site (.....) compte tenu notamment des prévisions de réutilisation du site ou des bâtiments et des meilleures méthodes et techniques d'assainissement et de démantèlement disponibles dans des conditions économiques acceptables. »**

En clair et en langage commun, cet arrêté nous dit que nous démantèlerons avec les techniques disponibles et que cela ne doit pas être trop cher.

Ils ne peuvent garantir de pouvoir réutiliser les sites et proposent au mieux, pouvoir prévenir les générations futures que l'endroit est mortel !

Charles-Antoine Louët sous directeur de l'industrie nucléaire, direction générale de

l'énergie et du climat (DGEC) décline parfaitement cet arrêté et estime pour sa part à 80 milliards dont 40 correspondent au démantèlement . Il rajoute « Le premier enjeu qui se pose aux pouvoirs publics est celui de **l'objectif du démantèlement, qui s'apprécie au regard de son coût** »..... « La constitution d'actifs dédiés au financement des opérations doivent être gérés « en bon père de famille » pour faire face au décaissement lointains. **Il s'agit de limiter le transfert vers les générations futures . »**

Tout est dit !

Les chiffres sont sans nul doute sous évalués et le coût réel du démantèlement sera plus proche de son coût de construction au final que des 689 millions d'euros par réacteurs que l'on nous annonce. Et 40 milliards pour la gestion des déchets que nous devons stocker et circonscrire sur une échelle de temps que nous avons du mal à appréhender des milliers d'années. Pour exemple l'installation Tritigène de Marcoule : Petite unité de production de tritium pour les besoins de la défense .

Mise à l'arrêt en 2009 cette unité doit être démantelée

Pas de difficulté particulière annoncée et un plan de gestion du démantèlement planifié sur 3 phases.

2025- 2035 – et si tout passe comme prévu en 2050 fin de l'entreposage. Et dès 2051 commence alors la surveillance pour des siècles !

Combien cela va-il coûter. Bien sur aucun chiffre n'est communiqué sur le coût de ce type d'action. Bien heureux celui qui peut aujourd'hui nous donner une estimation précise de ce genre d'opération et c'est sur ce flou financier étalé sur une telle durée que le lobby nucléaire compte continuer à manipuler son monde .

Qui sera là en 2050 pour assumer les déclarations et estimations d'aujourd'hui.

Dans ce numéro de Contrôle, une autre problématique y est largement abordée. **La masse considérable de déchets à traiter.**

Il est clairement écrit que les lieux de stockages actuels ne pourront suffire à la masse des déchets que génèrent l'industrie en fonctionnement et son démantèlement.

Il faudra donc en construire d'autres . Où et combien cela coûtera ?

Pas d'étude comptable de ces surcoûts.

Alors quelles autres solutions nous propose le lobby ?

Diminuer le nombre de ces déchets en créant des commissions qui sont chargées de réfléchir au moyens de pouvoir intégrer les déchets radioactifs dans l'industrie classique. Cela s'appelle la Valori-

## Prise d'otage financière par le lobby nucléaire

sation des déchets radioactifs.

Alain Dorrisson : président du groupe de travail sur le recyclage des déchets radioactifs métallique dans le cadre du plan national de gestion des matières et déchets radioactifs nous explique sa stratégie.

Il ne s'agit plus seulement de recycler des déchets mais de les « valoriser »

« Nous estimons en outre que toutes décisions de réutilisation de ces matériaux en dehors de la filière nucléaire doit être justifiée sur la base d'une analyse du cycle de vie et des critères à la fois techniques et économiques, sociétaux, environnementaux et énergétiques ; Il faut démontrer un avantage global pour la société qui ne soit pas UNIQUEMENT économique »

**« Enfin sur le plan de la réglementation, le code de la santé publique offre de dérogations qui pourraient permettre l'utilisation de ces matériaux en dehors de la filière nucléaire. »..... »**

**« Quoiqu'il en soit, accepter de recycler les déchets en dehors de la filière nucléaire est une décision politique qui n'est pas du ressort de notre groupe de travail. »**

Cette stratégie de vouloir intégrer les déchets issus de la filière nucléaire dans l'industrie traditionnelle touche tous types de déchets qu'ils soient métalliques ou autres. Si nous n'y prenons garde la campagne portée par le réseau sortir du nucléaire il y a quelques années « Pas de radioactivité dans nos casseroles » va devenir une réalité.

Il faut absolument se mobiliser pour arrêter cette fuite en avant mortifère.

La caractéristique des tenants du nucléaire est leur propension à pouvoir attendre le bon moment en usant la démocratie. La politique dites du « ventre mou »

La tentative de fondre les déchets radioactifs dans l'industrie traditionnelle est une

vielle idée du lobby qui avait reculé il y a quelques années. Il nous le ressort aujourd'hui.

Les temps changent et la survie du nucléaire est posée en terme économique. Il est aux abois et tentera sans nul doute cette fois un passage en force.

**Tant que la classe politique dans sa quasi totalité refuse de tourner le dos**



**au nucléaire et décide de sa sortie, il ne peut y avoir une réelle transition énergétique basé sur la sobriété et les énergies alternatives et renouvelables.**

Il est maintenant très clair que la France est incapable de mettre en place une politique alternative basée sur la sobriété et les énergies alternatives et renouvelables tant que le nucléaire ne sera pas arrêté.

La preuve en est la déclaration du 15 septembre 2015 de Ségolène Royal qui va allouer 18 Milliards d'euros pour financer 12 projets dit « innovants » dans la gestion des déchets nucléaire issus du démantèlement des installations nucléaires. C'est argent est prît sur l'Agence nationale de la recherche et n'ira pas bien sûr dans de vrais Projets alternatifs en lien avec la transition énergétique dont le nucléaire ne fait clairement pas parti.

De plus l'arbitrage de celle ci sur le « futur » centre d'enfouissement de BURE

montre que l'état sacrifie la sécurité ! CIGEO promoteur du projet d'enfouissement des déchets radioactifs de BURE annonce un coût de 33 milliards d'euro pour le projet. EDF répond que 20 milliards sera le maximum pour eux dans la conjoncture financière désastreuse actuelle. Réponse de la ministre dans son arbitre : 25 milliards soit : **8 milliards en moins qui est le prix de la « sécurité »** si celle ci existait vraiment dans ce projet contesté de toute part et dont la sûreté est largement mise en doute par des experts indépendants démontrant que les nappes d'eau en sous sol et deux failles existantes rendent impossible un tel stockage dans la durée.

Bref après la cuve du réacteur de l'EPR de Flamanville présentant des faiblesses dangereuses la défaillance de cette pièce essentielle devrait à elle seule faire arrêter le projet et interdire sa mise en route .

Rajoutons à cela les incertitudes du « Laboratoire » de BURE dont on sait maintenant l'impossibilité de garantir un stockage fiable sur des siècles comme nous l'impose la durée de vie des déchets nucléaires .

Malgré cela, les représentants de l'état et les tenants du lobby continus cette fuite en avant mortifère qui nous fait craindre, avec preuves à l'appui que l'accident nucléaire dans notre pays se rapproche chaque jour d'avantage.

**Nous avons eu raison sur le coût exorbitant du nucléaire quand on y intègre le coût du démantèlement et de la gestion des déchets radioactifs.**

**Nous refusons d'avoir également raison sur l'accident majeur.**

Arrêtons cette fuite en avant avant l'irréparable que serait un accident majeur dans notre pays.

Au regard des territoires contaminés à Tchernobyl et à Fukushima se serait un quart de notre pays qui disparaîtrait de la carte des territoires viables.

**Pour 40 ans d'électricité nucléaire nous refusons de prendre un tel risque !**

**André Crouzet**

### LA COMÉDIE ATOMIQUE YVES LENOIR

Le bilan humain de la catastrophe de Tchernobyl d'avril 1986 a été définitivement figé avec le rapport adopté en 2006 par l'ONU et les gouvernements biélorusse, russe et ukrainien. Ce bilan minore considérablement le nombre de victimes, car il « ignore » de nombreuses séquelles constatées chez les millions de personnes exposées aux retombées radioactives et chez les 800 000 « liquidateurs » de la centrale. Et en octobre 2011, un expert russe qui avait coordonné la rédaction de ce rapport a affirmé au Japon que la santé de la population touchée par les rejets radioactifs de la catastrophe de Fukushima, en mars 2011, ne serait pas affectée...

Comment expliquer cette scandaleuse culture du déni des effets de la radioactivité ?



En se plongeant dans les archives, en remontant aux premiers usages intensifs des rayons X et du radium. C'est ce qu'a fait Yves Lenoir pour ce livre, où il retrace la surprenante histoire de la construction progressive d'un système international de protection radiologique hors normes au sein de l'ONU, qui minore systématiquement les risques et les dégâts des activités nucléaires.

On apprend ainsi comment les promesses de l'« énergie atomique » civile ont fait l'objet dans les années 1950 d'une intense propagande au niveau mondial : non seulement cette énergie satisfera sans danger les besoins de l'humanité, mais l'usage généralisé de faibles doses de radio-activité permettra de décupler la production agricole !

Surtout, Yves Lenoir révèle que les normes de protection des travailleurs de l'énergie atomique ou des populations qui pourraient être exposées après un accident nucléaire ont été définies par une poignée d'experts,

en dehors de tout contrôle démocratique.

Il explique leurs méthodes pour construire une « vérité officielle » minimisant les conséquences de Tchernobyl.

Et comment ces procédés ont été mis en oeuvre, en accéléré, après Fukushima.

Une remarquable enquête historique, riche de nombreuses révélations.

Yves Lenoir, ingénieur de formation, suit les questions nucléaires depuis sa participation à un groupe interministériel sur les déchets radioactifs en 1974-1975. Il est aujourd'hui président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus, créée en 2001 pour financer un organisme indépendant de protection radiologique du Belarus, l'Institut Belrad basé à Minsk.

ISBN 978-2-7071-8844-1, 04/2016

**Commander au bénéfice de Belrad :**

**1. chèque à ETB, 3 Av Pierre Poivre, 49240 AVRILLÉ ;**

**2. à <http://enfants-tchernobyl-belarus.org> prix : 22 € (+4 € pour le port)**



## Grand carénage = grand carnage

### Grand Carénage : la Cour des Comptes pointe l'aveuglement d'EDF (10-2-16)

Alors que la Cour des Comptes vient de publier un rapport sur la maintenance des centrales nucléaires, le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce le déni du gouvernement et d'EDF quant à l'urgence de fermer les centrales vieillissantes.

Ce rapport confirme en effet que ni EDF ni l'État n'ont intégré la fermeture de centrales autres que Fessenheim dans leur chiffrage de la politique énergétique. EDF et le gouvernement ont donc fait le choix de s'asseoir non seulement sur les objectifs de réduction de la part du nucléaire fixés par la loi de transition énergétique, mais aussi sur les enjeux de sûreté. **Les deux tiers des réacteurs français ont déjà dépassé 30 ans de fonctionnement et le vieillissement des réacteurs ne sera pas résolu par des opérations de rafistolage, si coûteuses soient-elles. Plusieurs composants essentiels pour la sûreté et vulnérables au vieillissement (cuve, enceinte de confinement) ne peuvent pas être remplacés.** Dans les évaluations d'EDF, la prolongation des réacteurs existants aboutirait à porter l'âge moyen du parc à 45 ans en 2030. Or l'Autorité de sûreté nucléaire elle-même rappelle que la prolongation des réacteurs au-delà de 40 ans ne doit surtout pas être tenue pour acquise. En matière de choix énergétiques, la priorité doit être donnée à la sécurité, avant la rentabilité. L'ignorer reviendrait à prendre le **risque d'un accident - dont les impacts financiers pourraient atteindre 760 milliards d'euros, selon l'IRSN !** Il est inacceptable que la Ministre de l'Environnement continue de s'aligner sur la position d'EDF et refuse toujours d'envisager la fermeture de nouveaux réacteurs (**allant même jusqu'à renier les estimations de ses propres services, qui pointaient un "non-besoin" d'une vingtaine de réacteurs à l'horizon 2025** <[http://www.lesechos.fr/27/03/2014/LesEchos/21656-075-ECH\\_nucleaire---le-gouvernement-leve-le-tabou-de-la-fermeture-de-reacteurs.htm](http://www.lesechos.fr/27/03/2014/LesEchos/21656-075-ECH_nucleaire---le-gouvernement-leve-le-tabou-de-la-fermeture-de-reacteurs.htm) , hypothèse étudiée par la Cour des Comptes). Ce manque de courage politique doit cesser ! Pour respecter la promesse de réduire la part du nucléaire et protéger la population contre un risque d'accident, il est indispensable que la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie prévue en 2016

prévoie la fermeture immédiate des réacteurs les plus anciens et pose les bases pour une sortie du nucléaire en urgence. Enfin, comme le confirme ce rapport, EDF est particulièrement mal préparé au grand carénage, y compris du point de vue des ressources humaines. Alors que la dosimétrie collective a déjà augmenté ces dernières années, le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle que les travaux inédits qui seront réalisés dans le cadre du grand carénage s'accompagneront de risques supplémentaires d'irradiation pour les travailleurs concernés, qui seront majoritairement des sous-traitants. Le "grand carénage" risque de tourner au "grand carnage" !

Contact presse : 02 43 94 72 88 Chargée de communication : 06 64 66 01 23

Réseau "Sortir du nucléaire" <http://www.sortirdunucleaire.org>

Voir aussi le site [www.stopeprpenly.org](http://www.stopeprpenly.org) : un travail très conséquent sur le grand carénage est fait par cette association.

<http://www.sudouest.fr/2016/03/23/centrale-nucleaire-du-blayais-le-reacteur-numero-2-mis-a-l-arret-suite-a-un-incident-2310280-3227.php> Centrale nucléaire du Blayais : le réacteur numéro 2 mis à l'arrêt suite à un incident (dans la tuyauteries... ) le 23-3-16

Centrales nucléaires : deux associations accusent l'Etat de négliger la sécurité  
03 Mars 2016, (Le Parisien/JEAN-BAPTISTE QUENTIN)

Deux associations environnementales - Notre Affaire à tous et le Crilan (Comité de Réflexion d'Information et de Lutte Anti-Nucléaire) -ont déposé un recours devant le Conseil d'Etat pour obtenir l'annulation d'un arrêté qui permettrait de déroger, selon elles, à des « obligations essentielles de sécurité » dans les centrales nucléaires.

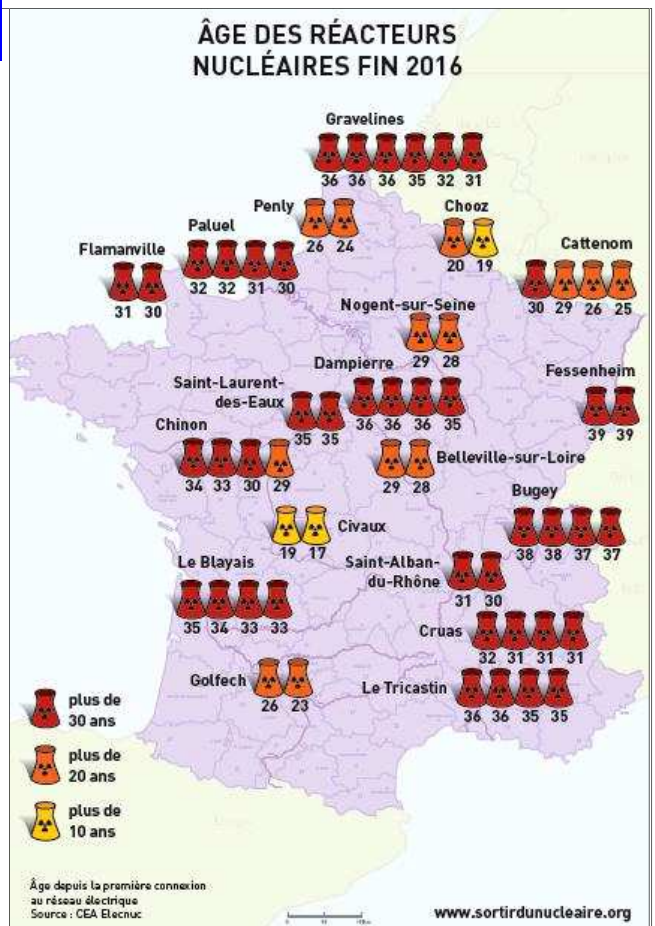
Ce recours intervient au lendemain d'une plainte du canton suisse de Genève pour « mise en danger d'autrui et pollution des eaux » de la centrale de Bugey (Ain).

L'arrêté du 30 décembre 2015 concerne les équipements sous pression nucléaire (ESPN), publié le 3 janvier 2016 au Journal Officiel. Il permet aux constructeurs ou fournisseurs d'obtenir des dérogations à la réglementation de 2005 si leur équipement présente des garanties de sécurité suffisantes.

Selon les associations écologistes, ce texte va à l'encontre du droit international et communautaire. «La loi européenne dit que les Etats ont une obligation de résultats en matière de sécurité nucléaire», explique sur France Info Julien Bayou, membre fondateur de l'association et porte-parole d'EELV. Le militant écologiste ajoute qu'«un arrêté passé entre Noël et Nouvel An offre des dérogations en matière de sécurité. En gros, si la sécurité des centrales françaises ne correspond pas aux exigences essentielles de l'UE, on peut s'arranger: l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) peut passer l'éponge.»

De son côté, l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) avait rendu un avis positif sur cet arrêté, considérant «qu'il importe de disposer d'une possibilité pérenne de dérogation permettant de traiter, au cas par cas, des difficultés de respect des exigences de la réglementation.» Mais pour les associations, ce texte, même s'il s'applique à toutes les installations nucléaires, a surtout pour objectif de ne pas mettre un coup d'arrêt à l'EPR de Flamanville, dans la Manche, dont le coût a été multiplié par trois en raison de l'allongement des délais de construction et des problèmes techniques rencontrés comme des fissures dans l'une des cuves.

«Les anomalies mises en évidence sur la cuve de l'EPR de Flamanville pourraient être purement et simplement validées», reprennent les associations en ajoutant que cela serait



**Flamanville**

Tous au rassemblement  
**1<sup>er</sup> & 2 OCTOBRE 2016**

NON À L'EPR  
NON AU RAFISTOLAGE DES RÉACTEURS  
ARRÊT DU NUCLEAIRE, ÉNERGIE DE DESTRUCTION MASSIVE...

Organisé par le COLLECTIF ANTI-NUCLEAIRE OUEST [www.canoest.org](http://www.canoest.org)  
10 Boulevard d'Étang - 50000 LES PERCHES - 07 44 31 01 31

# Fukushima—Chiyo Nohara

## En l'honneur de la vie et du travail de Chiyo Nohara 17 - janvier - 2016

Chiyo Nohara, morte à l'âge de 60 ans, était membre de l'équipe de recherche qui a publié la première preuve scientifique de dommages causés à un organisme vivant par la contamination radioactive due à l'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi.

### Courage et héroïsme

En août 2012, la revue Nature a publié la preuve que les radionucléides artificiels de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi ont créé des dommages physiologiques et génétiques au papillon bleu pâle des herbes, *Zizeeria mara* [1]. Au sein de

l'équipe qui a conduit la recherche à l'université Ryukyus d'Okinawa, se trouvait une étudiante-chercheur en première année, Chiyo Nohara. Chiyo est décédée d'une crise cardiaque à l'âge de 60 ans, le 28 octobre 2015. Chiyo était une scientifique qui voulait protéger les êtres humains malgré la forte pression des autorités et un grand risque pour sa propre vie.

Chiyo a dit un jour à un ami [2] « Peu importe la quantité de vos recherches et de vos connaissances, elle serait futile si vous mouriez avant de transmettre au monde ce que vous avez appris. » Heureusement, la recherche de Chiyo a été publiée, et elle a apporté la première preuve scientifique des dommages que l'accident de Fukushima a provoqués sur des organismes vivants. Je ne vais pas décrire la recherche elle-même, puisqu'elle est publiée [1]. (Voir aussi [3] Fukushima Mutant Butterflies Confirm Harm from Low-Dose Radiation, SiS 56.) Je voudrais plutôt me concentrer sur sa réponse à l'accident de Fukushima, et rendre hommage à l'intelligence, le courage et l'énergie développés par

Nohara et son équipe pour entreprendre cette recherche, s'engager dans le travail de terrain, diriger les expériences de laboratoire et ensuite défendre leur travail contre les critiques.

Chiyo est née le 8 mai 1955 à Ube, une ville de la préfecture de Yamaguchi. Elle a étudié les sciences économiques dans les universités de Okayama et de Aichi ; elle a enseigné l'expertise comptable à l'université, publié de nombreux articles et était impliquée dans la vérification des comptes publics aux niveaux local et national. Mais en 2010, à l'âge de 55 ans, en partie à cause d'allergies dont souffrait sa propre fille, Chiyo s'est intéressée à la santé environnementale. Elle a démissionné de son poste universitaire et s'est engagée dans le programme de biologie de troisième cycle de la faculté des sciences de l'Université de Ryukyus.

### L'accident de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi

Lorsque l'accident de la centrale de Fukushima est sur-

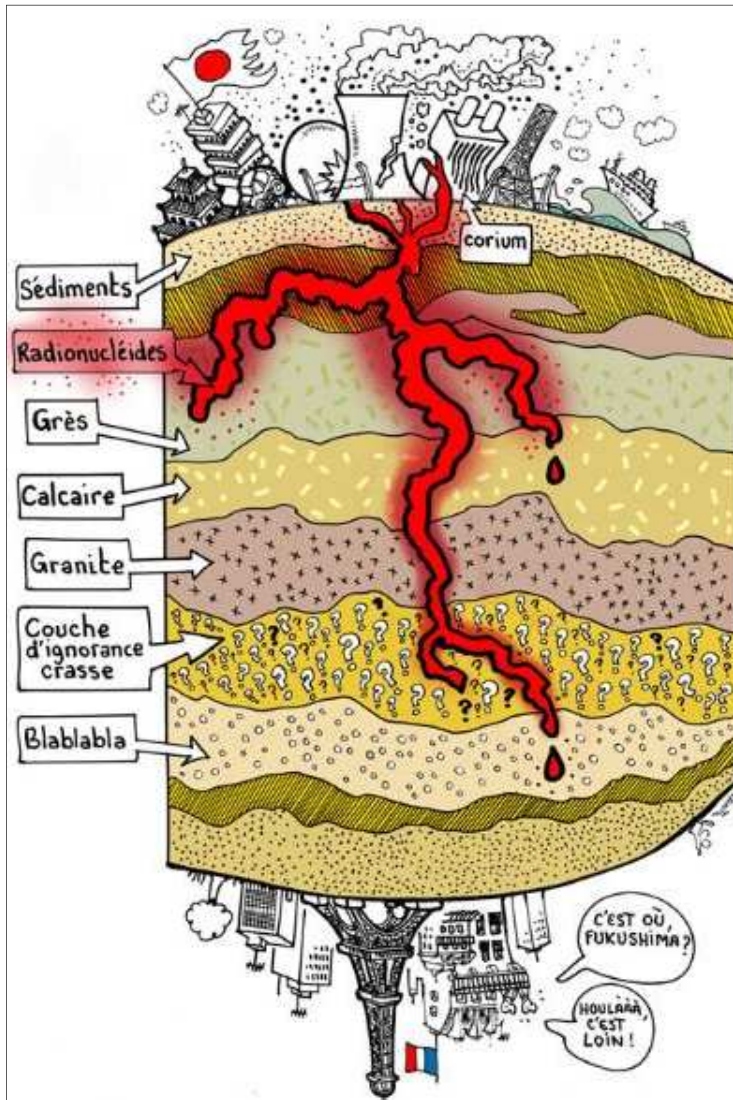
venu en mars 2011, Chiyo était encore en première année de recherche. Elle a cependant persuadé son équipe que la recherche dans la zone de Fukushima était d'une importance capitale et qu'elle devait commencer immédiatement. Elle s'était déjà engagée en donnant de l'argent et des provisions aux victimes du tsunami et du tremblement de terre, mais elle disait [4] : « Je veux aller à Fukushima. Je veux voir la zone dévastée de mes propres yeux ». Elle disait qu'elle voulait « faire quelque chose, quoi que ce soit » pour aider les gens touchés par l'accident.

L'équipe universitaire, conduite par le maître de conférences Joji Otaki, spécialiste de la physiologie moléculaire, avait mené des recherches sur le mécanisme des motifs de couleurs parti-

culiers du papillon bleu pâle des herbes (*Zizeeria maha*), qui sont influencés par les conditions environnementales, telles que la température. Il a vu que cette espèce de papillon pouvait servir comme un indicateur environnemental.

### Mener une recherche dans les territoires contaminés

Après s'être longuement interrogés, trois membres du troisième cycle universitaire décidèrent d'aller dans les territoires contaminés de Fukushima. Ils signèrent tous une décharge écrite [4] : « Je suis tout à fait conscient et informé des dangers de mes activités dans des zones contaminées à un niveau de radiation relativement élevé ». Mais quelques jours avant la date de leur voyage à Fukushima, ils furent convoqués au bureau du doyen. Chiyo et son équipe furent soumis à un interrogatoire agressif et déplaisant du doyen, du doyen délégué et d'autres membres de l'administration. Leur préparation et leur planning furent mis en cause et ils furent aussi interpellés sur la réaction qu'ils susciteraient auprès des habitants de la préfecture de Fukushima « lorsque ceux-ci verraient une équipe de l'université de Ryukyus chasser des papillons au filet, alors qu'eux-mêmes cherchaient désespérément des parents disparus (à cause du



tsunami) ».

Finalement, l'autorisation fut donnée, sous réserve de mesures correctes de protection radiologique et d'un plan strict de gestion de crise en cas d'une autre explosion à la centrale nucléaire. Il est intéressant de noter que, plus tard, le doyen délégué a félicité l'équipe pour son travail, disant que beaucoup d'équipes de recherche ne prendraient pas de tels risques de peur de perdre des financements, mais que « cette équipe ne se préoccupe pas de ces risques-là. Ils veulent seulement savoir ce qui se passe là-bas. Je soutiens leur travail, mais ils m'inquiètent ». L'équipe partit le 13 mai 2011 pour un voyage de six jours sur le terrain. Ils avaient un compteur Geiger pour relever les niveaux de radiation et s'étaient eux-mêmes défini une limite de temps stricte de 20 minutes sur chaque site. S'ils ne trouvaient pas de papillons, ils allaient ailleurs. Ils visitèrent 15 sites dans 4 préfectures (Tokyo, Ibaraki, Fukushima, Miyagi) et reprirent l'avion pour Okinawa le 18 mai avec 144 papillons.



## Fukushima—Chiyo Nohara

### Chiyo s'inquiète de sa santé

Le travail s'est poursuivi pendant les mois suivants dans les laboratoires de l'université d'Okinawa et en septembre l'équipe est revenue de nouveau à Fukushima et a recueilli d'autres spécimens. Une partie de la recherche comprenait l'alimentation des papillons avec de l'oxalis corniculata contaminé par les radionucléides de la zone de Fukushima. Ce sont Chiyo et son mari qui firent les voyages dans les territoires contaminés pour cueillir l'oxalis contaminé – 15 voyages en l'espace de 18 mois. Inévitablement, Chiyo était inquiète pour sa santé. Un ami a dit [2] : « chaque fois qu'elle allait à Fukushima pour ramener des papillons et qu'elle mesurait le niveau de radiation de l'oxalis contaminé, sa condition physique se détériorait. Mais elle ne voulait pas que les jeunes étudiants fassent ce travail. »

L'équipe a recueilli les premiers adultes dans la zone de Fukushima en mai 2011 et certains présentaient des malformations. Deux générations de leur progéniture ont été élevées dans les laboratoires à Okinawa et les membres de l'équipe ont découvert que, bien qu'elles n'aient pas été exposées à la radiation, leurs malformations étaient plus graves. Ils ont pu aussi provoquer des anomalies similaires chez des papillons de zones non contaminées en les exposant à des rayonnements externe et interne à faibles doses. D'autres papillons adultes ont été capturés en septembre 2015 dans la zone de Fukushima et ils montraient de plus graves malformations que ceux pris en mai. L'équipe en conclut que les radionucléides de la centrale nucléaire de Fukushima avaient provoqué des dommages physiologiques et génétiques à cette espèce de papillon.

### Une recherche « importante et accablante par ses implications »

La recherche a été publiée une première fois en août 2012 dans la revue Nature et le retour international a été immédiat [2]. La BBC a détaillé les résultats de la recherche en y incluant ce commentaire « cette recherche est importante et accablante par ses implications pour les communautés humaines et biologiques à Fukushima » [5]. Le Monde en France fut plus explicite, disant que, même si officiellement personne n'était encore décédé à cause de la radioactivité de Fukushima, beaucoup d'experts pensaient que les gens seraient malades et mourraient dans les années à venir [6]. La BBC et la chaîne de télévision allemande ARD sont allées interroger le professeur Otaki à Okinawa et les chaînes américaines ABC, CNN et Fox ont aussi traité le sujet.

La recherche a suscité une grande quantité de commentaires (276 139 dans les six premiers mois – jusqu'en janvier 2013 –, selon le site web de l'éditeur). Chiyo et son équipe ont répondu aux commentaires dans un nouvel article en 2013 [7]. Onze points ont été discutés en profondeur, dont le choix de cette espèce en tant qu'indicateur environnemental, la possibilité que la diminution des ailes antérieures des papillons dépende de la latitude, les conditions de l'élevage et les implications de l'accumulation des mutations génétiques. Beaucoup de commentaires n'étaient pas scientifiques et motivés politiquement et il n'était donc pas possible d'y répondre.

### Au Japon cette recherche n'est pas largement connue

Les principaux médias japonais n'ont pas rendu compte de l'importance de cette recherche, à part quelques-uns de faible importance. Sur les blogs personnels et les comptes Twitter, les découvertes de la recherche ont été largement propagées, mais pas toujours positivement. Le manque de liberté de la presse au Japon depuis les accidents de Fukushima est très inquiétant. Dans l'Index 2010 de la liberté de la presse, le Japon était à la 11ème place. En 2015, il est tombé à la 61ème et ceci est en grande partie dû au secret sur l'accident de Fukushima [8]. En Europe et aux États-Unis, on peut accéder aux images du papillon bleu pâle des herbes – Z. maha – et à ses malformations post-Fukushima en quelques secondes, mais pas au Japon. La réponse du gouvernement japonais à l'accident a été essentiellement de donner de fausses « informations » rassurantes. Le Premier ministre Abe déclarant en 2013 au Comité de candidature aux Jeux Olympiques que « la centrale nucléaire de Fukushima Dai-

chi est sous contrôle », ce qui est clairement faux [9], en est un exemple.

C'est une lutte permanente. Les scientifiques et les non-scientifiques de l'Ouest ont le devoir d'aider les Japonais. Tout comme pour Tchernobyl, il existe [10] « une fragile chaîne humaine composée, à l'Est, de militants dans un pays piégé par la contamination radioactive et, à l'Ouest, de militants qui les soutiennent contre les mensonges scientifiques ». En 2014, Chiyo s'est rendue à Genève pour présenter sa recherche au « Forum sur les Effets génétiques des rayonnements ionisants », organisé par le **Collectif IndependentWHO**

[11]. Elle était déjà malade. IndependentWHO a publié les Actes de ce Forum et les a dédiés à Chiyo Nohara avec ces mots : « elle est morte pour la cause de la vérité scientifique. » Dans les pages de Science in Society, dédiée à l'indépendance scientifique, je la salue. Mais nous desservirions Chiyo Nohara si nous n'ajoutions pas que les implications de sa recherche sont qu'aucune personne, et surtout pas les enfants, ne devrait vivre dans les zones contaminées par l'accident de Fukushima.

Susie Greaves ISIS Report 07/01/16

Article publié d'abord en anglais sur le site d'ISIS – Institute of Science in Society [http://www.i-sis.org.uk/Honouring\\_the\\_Life\\_and\\_Work\\_of\\_Chiyo\\_Nohara.php](http://www.i-sis.org.uk/Honouring_the_Life_and_Work_of_Chiyo_Nohara.php)

- Références
- 1 – Hiyama A, Nohara C, Kinjo S, Taira W, Gima S, Tanahara A and Otaki JM. The biological impacts of the Fukushima nuclear accident on the pale grass blue butterfly. Nature Scientific Reports 2, 570, DOI: 10.1038/srep00570 – « Remonter au texte »
  - 2 – Obituary of Chiyo Nohara by Oshidori Mako in Days Japan, December issue, 2015, Vol.12, No.12, p.23. « Remonter au texte »
  - 3 – Ho M W. Fukushima mutant butterflies confirm harm from low dose radiation. Science in Society 56, 48-51, 2012.
  - 4 – “Prometheus Traps: Pursuing Butterflies”, Nakayama Y, Asahi Shimbun, 2015 (Series no.4: 12 July 2015; no.5: 14 July 2015, no.6: 15 July 2015, no.7: 16 July, 2015, no.8: 17 July 2015, no.10: 19 July 2015)
  - 5 – “Severe abnormalities found in Fukushima butterflies”, Nick Crumpton, 13 August 2012, <http://www.bbc.co.uk/news/science-environment-19245818>
  - 6 – « Des papillons mutants autour de Fukushima », Philippe Pons, 15 August 2012, [http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/08/15/des-papillons-mutants-autour-de-fukushima\\_1746252\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2012/08/15/des-papillons-mutants-autour-de-fukushima_1746252_3244.html)
  - 7 – Hiyama A, Nohara C, Taira W, Kinjo S, Iwata M and Otaki JM, BMC Evolutionary Biology 2013, 13:168 <http://www.biomedcentral.com/1471-2148/13/168> <http://www.biomedcentral.com/content/pdf/1471-2148-13-168.pdf>
  - 8 – “Japan slips in press freedom index.” Toko Sekiguchi, Wall Street Journal: Japan Real Time, 13 February 2015. <http://blogs.wsj.com/japanrealttime/2015/02/13/japan-slips-in-press-freedom-rankings/>
  - 9 – “Japan Olympic win boosts Abe but Fukushima shadows linger”, Elaine Lies, Reuters, 9 September 2013, <http://www.reuters.com/article/us-olympics-2020-japan-idUSBRE98806P20130909#ujqbOt12wDCbMa2v.97>
  - 10 – Tchernobyl W, Le crime de Tchernobyl: le goulag nucléaire. Actes Sud (2006)
  - 11 – **Collectif IndependentWHO – Santé et nucléaire, Forum Scientifique et Citoyen sur les Effets Génétiques des Rayonnements Ionisants (2015)** [http://independentwho.org/media/Documents\\_Autres/actes\\_forum\\_IW\\_november2014\\_French\\_01.pdf](http://independentwho.org/media/Documents_Autres/actes_forum_IW_november2014_French_01.pdf)

**FUKUSHIMA**  
5 ANS APRÈS L'EXPLOSION DES RÉACTEURS DE LA CENTRALE LE SPECTRE DU NUCLÉAIRE PLANE TOUJOURS SUR LE JAPON



Le musicien japonais Kiyoshiro Imawano (nom de scène de Kiyoshi Kurihara, 1951-2009) écrivit nombre de chansons antinucléaires après la catastrophe de Tchernobyl.

<https://www.youtube.com/watch?v=g6N4L7EnOts>

**"Fukushima : temps de la fin contre fin des temps", un bilan de la situation aujourd'hui à Fukushima, vue par Cécile Asanuma-Brice, adjointe au directeur du bureau CNRS Asie du Nord.**

Tous les efforts sont faits. Tous les efforts sont faits pour nettoyer terres et esprits avant l'accueil des jeux olympiques de Tokyo en 2020, permettant de donner l'élan nécessaire à l'oubli. Le vent de fête olympique qui s'accompagne à l'accoutumé d'un nettoyage social et d'une montée nationaliste acceptés de tous, portera un troisième fleuron : l'amnésie nécessaire à la poursuite du nucléaire. Malgré la mascarade qui se met en place, via la décision du gouvernement japonais de rouvrir la totalité de la zone d'évacuation autour de la centrale nucléaire Fukushima Daiichi à l'habitat dès mars 2017, dans les faits, rien n'est réglé. "Le passé n'est pas mort, il n'est même pas passé" écrivait William Faulkner. On ne peut trouver plus justes mots pour décrire la situation actuelle.

### **Au monde de Sisyphe l'éternel rangement répond de l'absurde**

Plus de 9 millions de sacs poubelles contenant chacun 1 mètre cube de déchets contaminés sont répartis sur 114.700 sites au sein de la préfecture de Fukushima fin septembre 2015. Ces sacs plastiques enferment un temps, terre et déchets radioactifs. La terre ayant laissé ses graines germées au grès des saisons, les pousses difformes les ont éventrés pour laisser se diffuser à nouveau les débris contaminés, au gré des vents. Un coût néanmoins exorbitant pour une politique chimérique qui voit son budget plafonné à 91 milliards de yens pour 2016, soit 727 millions d'euros. Au total, depuis 2011, les dépenses pour la décontamination s'élèvent à 1 milliard 500 millions d'euros. Cette politique de décontamination qui berne les esprits en leur inculquant que tous les efforts sont faits pour protéger la vie, n'a qu'un seul objectif : rassurer pour mieux contraindre au retour.

### **Mises en scène et risques de la communication dans la société du spectacle**

Ce choix politique se met en place via une stratégie de communication sur le risque toujours plus perverse, assurant par exemple que le risque sismique, ou celui d'une éruption volcanique serait plus prégnant que le risque nucléaire (dixit Dr Kumagai Tomohiro, neurologue, Université médicale de Fukushima), que l'obésité et la tension sanguine consécutives du manque de sport (les personnes vivant dans les logements provisoires sur les zones contaminées limitant leurs sorties) seraient plus néfastes que l'irradiation (Dr Tsubokura Masaharu, hôpital général de Minamisōma, Université de Tokyo), ou encore enseignant aux élèves de primaires du département de Fukushima les méthodes pour filtrer le césium se trouvant dans la terre (workshops organisés par le Pr. Mizoguchi Masaru, Université de Tokyo). Il en est d'autres, tel le Pr. Hayano Ryugo (Université de Tokyo, fervent acteur du programme Ethos Fukushima), qui habilement font signer un rapport sur la radioactivité et ses bienfaits sur la santé par des lycéens du département de Fukushima entre autre, mais également des lycéens français, américains et biélorusses,

avec qui la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) et le programme Ethos organisent des séminaires, leur permettant de publier leurs œuvres dans un journal scientifique international et les mettant en scène lors d'une conférence de presse au Foreign Correspondent's Club of Japan en décembre 2015. Car les soldats de la politique en faveur de la continuité du nucléaire ont bien compris le message concernant les générations futures et n'ont de cesse de les préparer à toujours mieux accepter leur avenir irradié à défaut d'être radieux.

### **"Mon mari ne parle plus d'avenir"**

Néanmoins, les habitants ne sont pas dupes, et malgré l'appel du gouvernement au retour à vivre dans les zones contaminées et sa décision de rouvrir la totalité de la zone d'évacuation en mars 2017, les voix s'élèvent. Non moins de 12.539 personnes ont ouvert un procès pour demander des dommages et intérêts, estimés au total à 895 millions d'euros (113 milliards de yens). Cela reste limité si l'on considère les 99.991 réfugiés officiels de l'accident nucléaire dont environ 50.000 à l'intérieur du département de Fukushima. Parmi eux, 18.322 résident encore dans les logements provisoires, 30.000 habitent des logements du parc privé dont le loyer est pris en charge par l'Etat et 654 personnes vivent dans des logements publics. Tous verront leurs aides au logement prendre fin en mars 2017.

En outre, seuls 10 à 20% de la population du village d'Iitate, classé en zone prioritaire pour la reconstruction de la communauté, prévoient de revenir en cas d'amélioration de l'environnement. Ce taux est également celui exprimé pour la totalité des communes interrogées. Lors d'un symposium qui s'est tenu à Fukushima le 27 février 2016 sur la question de la possibilité ou non de revenir vivre dans le village, le professeur Imanaka Tetsuji, Professeur en physique nucléaire à l'Institut de recherche sur les réacteurs nucléaires de l'Université de Kyoto, estimait que malgré une baisse naturelle du taux de contamination environnemental, celui-ci est encore par endroit 10 à 20 fois supérieur au taux d'avant l'accident. Selon lui, la politique du refuge reste d'actualité, d'autant qu'il est totalement impossible d'enlever la contamination des montagnes environnantes. Par ailleurs, M. Masuda Naohiro (directeur en chef de la Commission de la centrale nucléaire de Fukushima) a confirmé le 2 mars 2016, que les trois cœurs des réacteurs 1, 2, et 3 avaient bien fondu et percé les cuves des réacteurs, mais qu'on ne savait pas où ils se trouvaient. Difficile de continuer à rassurer les foules dans un tel contexte.

### **Le corps, lui, ne ment pas**

L'information concernant la multiplication du nombre d'enfants atteints de cancer de la thyroïde est diffusée au rythme des annonces de la commission sanitaire chargée d'effectuer les tests dans l'indifférence internationale la plus complète. Nous en sommes, en février 2016, à 167 enfants de moins de 18 ans atteints d'un cancer de la thyroïde ou suspectés de l'être sur un échantillonnage de 370.000 individus pour un taux naturel de 1 pour 1 million.

Les spécialistes de la commission, dans la contradiction la plus complète, affir-

ment qu'ils ne savent pas, tout en rapportant que l'on ne peut attribuer ces cancers aux radiations. L'argument avancé est le surdiagnostic, soit le fait qu'un dépistage systématique engendrerait la prise de connaissance du nombre de cancer qui n'aurait pas été connu auparavant. Si ce raisonnement est tenable dans le cas d'un dépistage sur l'ensemble du territoire, il ne peut cependant l'être à partir du moment où l'on ne considère que la population à risque, ce qui est le cas ici, l'enquête sanitaire ne concernant que les habitants de Fukushima. Une étude sérieuse imposerait de généraliser les tests nationalement et sur l'ensemble des classes d'âge, afin de pouvoir effectuer des comparaisons par zone géographique.

A l'inverse, la commission s'oriente vers une réduction des contrôles estimés trop coûteux. Le professeur Tsuda, épidémiologiste à l'université d'Okayama estime pour sa part qu'il est grand temps de s'alarmer. Lui et son équipe ont repris la totalité des données rassemblées d'octobre 2011 jusqu'en juin 2015. Ils ont mené une étude comparative, publiée dans la revue internationale *Epidemiology*, prenant en compte la moyenne connue de développement de cancer de la thyroïde sur l'ensemble du Japon par classe d'âge et par année afin de quantifier le rapport de causes à effets entre la pollution engendrée par les isotopes qui se sont répandus dans l'atmosphère après l'explosion de la centrale et l'accroissement du nombre de cancer de la thyroïde chez les enfants de moins de 18 ans dans la région. "Si l'on fait une comparaison avec la moyenne nationale connue, on en déduit, que le taux de cancer de la thyroïde des moins de 18 ans a été multiplié par 50. Dans les endroits où le taux est naturellement faible, on trouve une multiplication par 20 fois du nombre de cancers de la thyroïde. Dans les localités (au plan national) où le taux était le plus faible, nous n'avons pas encore détecté de cas de développement de cancer de la thyroïde."

### **Du Japon à la France, il n'y a qu'un pas : quand le taux tue**

La situation japonaise a pour but de prouver au monde que l'on sait gérer une catastrophe nucléaire alors qu'on ne le sait pas. Pour ce faire, les institutions internationales jouent de tour de prestidigitation via le relèvement des taux de sécurité dits "acceptables", afin de permettre la réouverture de la zone d'évacuation, au pied d'une centrale dont la déliquescence se poursuit au fil du temps. Ainsi, le Journal Officiel de l'Union européenne (on notera ici que cela ne concerne pas uniquement le Japon), du 17 janvier 2014 préparait le terrain en annonçant : "Sans préjudice des niveaux de référence fixés pour les doses équivalentes, les niveaux de référence exprimés en dose efficace sont fixés dans l'intervalle de 1 à 20 mSv par an pour les situations d'exposition existantes et de 20 à 100 mSv (aiguë ou annuelle) pour les situations d'exposition d'urgence" (page L13/39 (Annexe I, article 1)). Prenant le pas de la CIPR (Commission internationale de protection radiologique) qui fait référence en la matière, le ministère de l'Environnement japonais soutient, dans un rapport d'août 2014, qu'en-deçà de 100 msv/an, il n'y aurait aucune conséquence sur la santé au grand dam des épidémiologistes,



dent, on peut prévoir qu'il y aura une diminution considérable de la surface de la zone d'évacuation alors qu'il faudrait l'élargir. Cela permettra de faire chuter encore un peu plus le calcul du coût du risque de l'industrie nucléaire. C'est d'ailleurs ce que prévoit le plan CODIR-PA (comité directeur pour la gestion de la phase post - accidentelle) élaboré pour la France par l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) en 2005 dont l'objectif est clair, puisqu'il s'agit de gérer "la réhabilitation des conditions de vie dans les zones contaminées". Pourtant, cette même Agence tire aujourd'hui la sonnette d'alarme. L'allongement de la durée de vie d'un parc nucléaire français déjà vétuste laisse le président de l'ASN, Pierre-Franck Chevet, extrêmement prudent. Il a déclaré récemment, qu'il faut "imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe"...

*Expression empruntée à Günther Anders, La menace nucléaire, Considérations radicales sur l'âge atomique, ouvrage paru en 2005, texte rédigé en 1959.*

*Déclaration du Dr Kumagai Tomohiro lors d'un séminaire de l'ICRP sur l'éthique organisé à Fukushima en juin 2015.*

*Ancienne habitante d'Iitate, 42 ans (entretien à Fukushima, février 2016)*

Cécile Asanuma-Brice vit au Japon depuis 2001. Directement confrontée à l'explosion de la centrale nucléaire de Fukushima en mars 2011, elle a orienté la totalité de ses recherches sur les questions relatives à la gestion de la protection de la population dans le cadre des catastrophes nucléaires. Se rendant chaque mois à Fukushima, elle a pu observer la mise en place de politiques de gestion du désastre qui l'ont amené à réaliser la nécessité d'éveiller les esprits sur ce qui se passe au Japon maintenant, et qui pourrait bien être à l'image de la France de demain.

*Courriel adressé à Monique Guittenit entre autres...le 23-3-16 : ( vous trouverez ci-joint notre dernier article publié dans Sciences et Avenir : <http://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/nucleaire/20160322.OBS6918/tribune-fukushima-temps-de-la-fin-contre-fin-des-temps.html#Journal%20Asahi%20Shinbun>*

*Bien cordialement,*

*Cécile Asanuma-Brice (Dr Asanuma-Brice Cécile Adjointe au directeur Bureau régional C N R S Asie du nord (Corée du sud, Taiwan, Japon)*

### « Entre 2010 et 2013, la chute de la production d'origine nucléaire est « compensée » pour près de 40 % par la baisse de la demande finale »

Entre 2010 et 2013, la chute de la production d'origine nucléaire (combustible uranium) est « compensée » pour une partie importante (près de 40 %) par la baisse de la demande finale et, pour le reste, par l'augmentation de la production d'origine fossile (surtout gaz naturel) et un peu de production d'origine renouvelable (solaire photovoltaïque). Au total, la consommation de combustibles fossiles pour la production d'électricité augmente de 33 Mtep [3] entre 2010 et 2013, à comparer à la perte de 72 Mtep d'énergie primaire « nucléaire ».

On constate que la consommation totale d'énergie primaire [4] n'augmente que de 23,1 Mtep, soit 5,7 % de sa valeur en 2010, du fait de la baisse de la consommation « hors secteur de l'énergie ». Les consommations de charbon et de pétrole augmentent peu (respectivement de 0,9 % et 1,4 %), tandis que celle du gaz naturel augmente de 22 %.

Au total, en prenant en compte la baisse de 72 Mtep de la consommation primaire nucléaire, la consommation primaire totale d'énergie baisse de 48 Mtep entre 2010 et 2013, soit 9,6 % de sa valeur en 2010.

Cette baisse des consommations d'énergie primaire et finale permet à la période « post-Fukushima » de s'inscrire dans la baisse tendancielle des intensités énergétiques primaire et finale amorcée autour de l'an 2000. Ces intensités baissent respectivement de 13 % et 8 % entre 2010 et 2013.

L'évaluation de deux impacts importants de l'évolution du système énergétique ont ensuite retenu notre attention : les émissions de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) et la facture énergétique extérieure, dans la mesure où les trois combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel) sont totalement importés [5]. Ces impacts ont été souvent commentés, parfois avec une certaine exagération.


Effectivement, les émissions de CO<sub>2</sub> dues à la production d'électricité ont augmenté de l'ordre de 20 % entre 2010 et 2013. Mais les émissions totales de CO<sub>2</sub> dues à la combustion des fossiles n'ont augmenté que de 6,8 %. C'est la combustion du pétrole qui est le premier émetteur, tandis que les émissions dues au charbon ne sont que de 2 % supérieures en 2013 à celles de 2010.

De fait, le plus surprenant a été de constater que les émissions totales de CO<sub>2</sub> du Japon ont augmenté fortement entre 1990 et 2002 (malgré le Protocole de Kyoto), pour se stabiliser ensuite et, après la chute de 2009 liée à la crise économique, remonter pour aboutir en 2013 à une valeur très proche de celle de 2006.

« Un résultat qui contredit pas mal d'idées reçues »

L'étude de l'évolution de la facture énergétique extérieure due à l'importation des combustibles fossiles aboutit elle aussi à un résultat qui contredit pas mal d'idées reçues. Cette facture énergétique a bien augmenté de 46 % entre 2010 et 2013 mais cette augmentation se partage entre 6 % dus à l'évolution du système énergétique, dont l'élément le plus important est la chute de la production d'électricité d'origine nucléaire et 40 % dus à l'augmentation

## Fukushima : un manga "vécu" raconte le démantèlement de la centrale

Par Culturebox (avec AFP) 

Publié le 12/03/2016 à 13H06



Détail de la couverture du premier tome de "Au coeur de Fukushima", le manga de Kazuto Tatsuta. © Kazuto Tatsuta / Kodansha LTD / éditions Kana

des prix des combustibles importés et surtout du prix du pétrole.

Ces résultats ne sont pas totalement surprenants lorsque l'on prend conscience que la contribution du nucléaire à la consommation finale d'énergie n'était que de 6,5 % en 2010.

Nous retiendrons également comme un impact important l'accent mis sur la sobriété et l'efficacité énergétique qui a permis de réduire la consommation finale d'électricité de 9 % et la consommation finale totale de 6,5 % en trois ans. Mais aussi la relance du développement des énergies renouvelables pour la production d'électricité, notamment éolien (centrales flottantes) et surtout photovoltaïque.

La dépendance énergétique extérieure du Japon est colossale. Sa balance commerciale et son économie sont plombées par les importations pétrolières. Son système énergétique basé presque entièrement sur les énergies de stock, toutes importées (charbon, pétrole, gaz naturel, uranium), n'est pas soutenable. La nécessité d'une nouvelle politique énergétique s'impose, bien au-delà de la question nucléaire.

Celle-ci dépasse ces considérations économiques. Il est admis par de nombreux experts du nucléaire que le risque sismique dans l'archipel du Japon est tel que ce pays n'aurait pas dû implanter des centrales nucléaires (en plus, forcément en bord de mer pour les besoins de refroidissement). Aujourd'hui toutes les centrales nucléaires sont arrêtées. Il faut espérer qu'aucune ne redémarrera et que le Japon s'engagera résolument dans la voie de la transition énergétique plutôt que d'infliger à sa population l'angoisse permanente d'un nouveau Fukushima : il en a les moyens.

**Analyse de Bernard Laponche**

## Le lobby nucléaire français et le Japon

De l'implication de la France dans l'industrie nucléaire japonaise... 4 mars 2016 Par Bernard Elman Blog : Le blog de Bernard Elman

La catastrophe de Fukushima a débuté il y a cinq ans. Les dirigeants français ont insisté, ils insistent encore pour que les japonais remettent en route leurs réacteurs. J'avais besoin de me pencher sur la question. D'autres ont certainement fait ce travail mieux que moi mais j'avais besoin de savoir... Nouvelle version du texte signé par le collectif contre l'ordre atomique.

### Quand la France contribue au désastre nucléaire japonais

In fine, la question n'est-elle pas si, mais quand il y aura un accident majeur en Europe ? Oui, il y en aura. Il faut imaginer qu'un accident de type Fukushima puisse survenir en Europe[1].

Au Japon, le 11 mars 2011, un puissant séisme de magnitude 9 a entraîné un violent tsunami qui a déclenché la catastrophe à la centrale de Fukushima Daiichi. Dès le 13 mars 2011, la fusion au moins partielle des cœurs des réacteurs 1, 2 et 3 était connue : il n'y avait plus à ce moment-là aucun doute sur l'étendue de la catastrophe[2].

### Une solidarité française bien intéressée

Tout en organisant discrètement le rapatriement de ses ressortissants, la France tenait à manifester sa compassion et sa solidarité à toutes les victimes. Sans attendre, elle proposait son aide et son expertise en matière nucléaire à TEPCO, propriétaire de la centrale endommagée, à travers ses entreprises Areva, EDF, le CEA...

« Areva a affrété un premier avion-cargo vendredi 18 mars, transportant à son bord 100 tonnes d'acide borique et du matériel de protection : 10 000 combinaisons, 20 000 paires de gants, 3 000 masques, une centaine d'appareils d'aide respiratoire. Un deuxième avion a décollé lundi 21 mars, à l'initiative d'Areva, d'EDF et du Quai d'Orsay, avec à son bord des couvertures, des bouteilles d'eau, des soupes, des médicaments[3]... »

Que les deux pays les plus nucléarisés au monde s'entraident en cas de problème, quoi de plus naturel ?

### Mais l'altruisme n'a pas grand-chose à voir dans l'affaire...

Au moment de la catastrophe, en effet, le Japon est tout simplement un partenaire clé de l'industrie nucléaire française. Il représente 7 % de l'activité d'Areva, soit 650 millions d'euros, plus 4,5 % du carnet de commandes du groupe français leader mondial du secteur. D'une manière générale, les prestations assurées par Areva au Japon s'observent à tous les échelons du « modèle intégré » défendu par l'industriel français. En amont, celui-ci fabrique du combustible nucléaire dans l'usine de Tokai. Il est également étroitement associé à l'aval du cycle nucléaire et aux opérations de retraitement des combusti-

bles usés du Japon : associé à JNFL (Japan Nuclear Fuel Limited), il a procédé à un transfert de technologie dans le cadre de la construction de l'usine de Rokkasho-Mura, dont les ultimes tests de mise en service se déroulent actuellement[4].

### Le MOX, une spécialité française d'une extrême dangerosité

Le MOX est un produit dans lequel l'industrie nucléaire française est en position de quasi-monopole : plus de 90% de ses ventes sur le marché mondial sont le fait d'Areva. Fait d'un mélange d'oxyde d'uranium et d'oxyde de plutonium, le MOX a été conçu pour pouvoir économiser du minerai d'uranium. Elaboré à Marcoule (Gard), il devait assurer la fortune d'Areva.

Petit problème : il contient du plutonium, et le plutonium est la matière radioactive la plus dangereuse pour les êtres vivants qui ait jamais été produite par l'homme.

Le plutonium n'existe pas à l'état naturel, c'est un sous-produit inévitable de la

**j'ai été indigné à un moment  
j'ai été la Terre Mère auparavant  
j'ai été Charlie après  
j'ai même été grec il y a peu  
je suis évidemment Podemos aujourd'hui  
et moi, ici, dans tout cela,  
contre le crime nucléaire tricolore ?**

Collectif antinucléaire de Vaucluse **CAN 84**

production d'électricité nucléaire (une partie de l'uranium 238 se transforme en plutonium dans le réacteur). Pour qu'il devienne « utilisable », il doit préalablement subir quelques traitements : être d'abord séparé d'autres matériaux (usine de la Hague), puis mélangé sous forme d'oxyde de de l'oxyde d'uranium « appauvri ». Les déchets que cela engendre sont d'une grande dangerosité.

De surcroît, les propriétés physiques du MOX affectent les performances thermiques et mécaniques des assemblages combustibles au sein des réacteurs. En particulier, le MOX entre en fusion beaucoup plus rapidement que l'uranium enrichi, car son point de fusion est plus faible.

Enfin, la présence de plutonium dans le MOX impose des précautions supplémentaires en termes de sécurité nucléaire en raison des risques de prolifération.

Une dizaine de compagnies électriques japonaises gérant des centrales atomiques avaient des projets d'utilisation de MOX, devant débiter à partir de mars 2011 pour la plupart. La compagnie française Areva a signé des contrats avec 8 électriciens japonais : avec TEPCO en 1995, avec Chubu, Kyus-

hi et Shikoku en 2006, avec Kansai en 2008, avec EPDC et Chugoku en 2009, avec Hokkaido en 2010.

En décembre 2009, Kyushu Electric Power Company a introduit du combustible MOX (fourni par Areva) dans la troisième tranche de la centrale nucléaire de Genkai. En 2010, les électriciens Shikoku, Kansai et TEPCO ont chargé certains de leurs réacteurs en MOX.

L'exploitant japonais TEPCO a utilisé, à partir de février 2011, du combustible MOX (fourni par Areva) dans le troisième réacteur de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, utilisation qui a duré fort peu de temps en raison des accidents nucléaires entraînés par le tsunami du 11 mars 2011 et les pannes consécutives sur les systèmes de refroidissement de la centrale[5]. Le MOX contribue puissamment à l'étendue de la catastrophe. Il y a actuellement (2016) à Fukushima des indices de reprise de réactions nucléaires favorisées par la présence de plutonium dans le corium[6].

### Les pressions françaises

Pour l'Etat et le lobby nucléaire français, il fallait tout faire pour éviter que les Japonais renoncent définitivement à l'énergie nucléaire. N'oublions pas que l'Etat français contrôle directement ou indirectement 86,52 % du capital d'Areva, ce fleuron de l'industrie française, et 84,9 % du capital d'EDF.

C'est la raison pour laquelle le président de la République Nicolas Sarkozy s'est rendu au Japon. Le 31 mars 2011, il déclarait : « Le problème est un problème de norme de sûreté plus que de choix de l'énergie nucléaire, pour laquelle il n'y a pas d'alternative à l'heure actuelle »[7].

Depuis, l'aide apportée par les industries françaises s'est intensifiée. Le 11 juillet 2011, Areva publie un communiqué de presse triomphant :

« Après la catastrophe nucléaire de Fukushima, Areva et Veolia interviennent sur le traitement des eaux contaminées avec succès » : « Le système de décontamination codéveloppé par Areva et Veolia Eau pour la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi vient de franchir le cap des 18 000 tonnes d'eaux hautement radioactives traitées à ce jour, soit 15 % du volume accumulé.

« Installé sur le site de Fukushima, gravement endommagé à la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé le nord-est du Japon au mois de mars, le système a été conçu, construit et lancé en un temps record (2 mois). Il constitue un élément essentiel pour stabiliser la situation des centrales nucléaires. Il améliorera l'accès des travailleurs aux parties stratégiques du site et permettra à



## Le lobby nucléaire français et le Japon (fin)

TEPCO de réutiliser les eaux traitées pour refroidir les réacteurs.

« **Au total, plus de 200 experts Areva et 60 experts Veolia venant de France, d'Allemagne, des États-Unis, du Japon et de Suède ont été mobilisés sur ce projet.** » Pourtant, le 25 mars 2015 on apprend, selon un audit officiel du gouvernement japonais, que plus du tiers des fonds publics alloués à la décontamination de la centrale de Fukushima après la catastrophe de 2011 aurait été dépensé en vain.

« Parmi les ratages les plus coûteux figure une machine d'un coût de 32 milliards de yens (270 millions de dollars) construite par le géant nucléaire français Areva pour retirer le césium radioactif de l'eau fuyant des trois réacteurs endommagés. Cette machine à problèmes n'a duré que trois mois et n'a traité que 77 000 tonnes d'eau au total, une fraction infime du volume d'eau fuyant de la centrale chaque jour (estimé à 300 000 tonnes au total). Elle a été remplacée depuis par des machines japonaises et américaines.

Inutile de rappeler que malgré une dépense totale de 1,6 milliard de dollars à ce jour, l'eau et le site de Fukushima ne sont toujours pas décontaminés[8] »

**Sarkozy-Hollande, même combat pronucléaire**

Le changement de président et les nouvelles plus qu'alarmantes en provenance de la centrale de Fukushima ont été, à première vue, sans effet sur la politique de la France.

Le groupe nucléaire français Areva a conclu vendredi 7 juin 2013 deux accords au Japon à l'occasion de la visite du président de la République François Hollande, « qui vont lui permettre de renforcer ses liens avec l'Archipel dans le recyclage de combustibles et le démantèlement des centrales »[9].

Pire : pendant que le président Hollande séjournait au Japon, deux bateaux partis du port de Cherbourg le 17 avril 2013 étaient en route pour y livrer du MOX. Alors que l'étendue du désastre nucléaire dépassait tout ce que l'on avait pu imaginer, Areva avait insisté pour qu'à la centrale nucléaire de Takahama on prenne livraison de ce combustible.

« La compagnie régionale d'électricité japonaise Kansai Electric Power (KEPCO) a précisé dans un communiqué, le 21 mars, que "l'envoi de combustible se faisait à la demande de la France, qui cherche à mettre fin à son stockage prolongé", mais que son "utilisation restait encore incertaine". »[10]

Ce cinquième transport de MOX vers le Japon arrive à destination le 27 juin 2013. Areva publie un communiqué de presse satisfaisant[11].

**Début octobre 2015, le premier ministre Manuel Valls promeut le nucléaire français au Japon.**

« C'est à 10 000 kilomètres de Paris, en l'occurrence à Tokyo, que s'est discuté

ces deux derniers jours l'avenir du nucléaire français. Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, et Philippe Varin, le président d'Areva, étaient en effet, avec le ministre de l'Économie Emmanuel Macron, du voyage du Premier ministre Manuel Valls au Japon. Objectif : conforter la relation d'affaires de la filière nucléaire française au pays du Soleil-Levant, avec lequel l'activité pourrait reprendre avec le redémarrage enclenché cet été de certaines centrales. Les patrons d'Areva et EDF seront en visite à Fukushima ce mardi. Deuxième objectif : faire une place au partenaire japonais dans la restructuration de la filière française. En particulier, Manuel Valls s'est dit ouvert à l'entrée de Mitsubishi Heavy Industries (MHI) au capital d'Areva NP, la société de conception et de fabrication de réacteurs dont EDF va prendre le contrôle, au terme du plan de sauvetage d'Areva en cours de discussion. MHI est le partenaire d'Areva pour la fabrication du réacteur de 1 000 MW Atmea[12]. »

**Du MOX pour la paix ou pour la guerre ?**

Areva s'est targué de contribuer à la sécurité du monde avec le programme « MOX pour la paix ». Ce programme consiste à utiliser, pour la production de MOX, le plutonium militaire à la place du plutonium civil dans le mélange d'oxyde d'uranium et d'oxyde de plutonium destiné au MOX. Est-ce la guerre contre tous qui s'est installée ?

**Collectif contre l'ordre atomique contre-lordre-atomique@riseup.net**

[1] Question de Caroline Schaub, réponse du président de l'Autorité de sûreté nucléaire, Pierre-Franck Chevet, Libération, 3 mars 2016.

[2] Sylvestre Huet, Le dernier hoax sur Fukushima et ses cœurs en fusion, blog {SCIENCES<sup>2</sup>} 3 Libération, 26 avril 2012. Le titre et trompeur puisque pour ce « journaliste » le hoax c'est que les journalistes n'auraient pas dit que les cœurs étaient en fusion.

[3] Mathilde Gérard Quel rôle pour Areva dans le sauvetage de Fukushima ? Le Monde.fr / 29.03.2011 Mis à jour le 06.04.2011. <http://www.lemonde.fr/japon/article/2011/03/29/>

[4] Frédéric De Monicault 3, Le Japon, un marché clé pour l'industrie nucléaire française, Le Figaro, publié le 17/03/2011. Ac-

tuellement désigne cette période de 2011 mais l'usine japonaise de Rokkasho-Mura, construite sur le modèle de La Hague avec Areva, sera opérationnelle au mieux en 2016 (dépêche Reuters lundi 4 mai 2015).

[5] Rapport d'information sur la sûreté nucléaire et la radioprotection de Melox, AREVA, Édition 2013. Consulter aussi Wikipédia ici [http://www.wikiwand.com/fr/Combustible\\_MOX\\_3](http://www.wikiwand.com/fr/Combustible_MOX_3)

[6] Pierre Fetet, Fission à Fukushima ? 3Le blog de Fukushima, <http://www.fukushima-blog.com/>, 24 3 janvier 2016

[7] Point de presse conjoint de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Naoto Kan, Premier ministre du Japon, sur le soutien de la France au Japon après le séisme du 11 mars 2011 et sur la sûreté nucléaire, à Tokyo le 31 mars 2011. Discours publics 3, Les discours dans l'actualité 3.

[8] Olivier Petitjean, Décontamination de Fukushima : un audit dénonce des millions de dollars gâchés, notamment au profit d'Areva, Observatoire des multinationales, 25 mars 2015, source Associated Press. <http://multinationales.org/Decontamination-de-Fukushima-un-audit-denonce-des-millions-de-dollars-gaches>

[9] Pierre COCHEZ (Avec AFP) Des contrats nucléaires signés par la France au Japon, La Croix, le 07/06/2013.

<http://www.la-croix.com/Actualite/Economie-Entreprises/Economie/Des-contrats-nucleaires-signes-par-la-France-au-Japon-2013-06-07-970261>

[10] Audrey Garric, Départ imminent de plutonium de Cherbourg pour le Japon, Le Monde.fr | 15.04.2013, mis à jour le 17.04.2013 <http://www.lemonde.fr/planete/article/2013/04/15/> [11] <http://www.aveva.com/FR/actualites-9874/arrivee-du-transport-de-mox-de-france-vers-le-japon.html> 3

[12] Bertille Bayart 3, Valls promeut le nucléaire français au Japon, Le Figaro, 06/10/2015. <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/10/05/20002-20151005ARTFIG00330-valls-promeut-le-nucleaire-francais-au-japon.php>

**Envoyé par M.C. Gambérini**



Un peu plus de nouvelles vagues, flexibles, résistantes, inventives et créatives pour lutter contre toutes les sortes de l'injustices sociales !

Mes meilleurs vœux pour 2016

Kolin Kobayashi

## Un combat actuel contre le nucléaire militaire mais aussi de longue haleine...

Madame, Monsieur, Cher(e) ami(e),

Que vous soyez élu(e) national(e) ou simple citoyen(ne), vous avez aujourd'hui l'occasion inédite d'agir pour que la planète soit débarrassée de toutes les armes nucléaires qui nous menacent en permanence, et pour que la France y participe activement.

COMMENT ?

C'est très simple.

1°) Si vous êtes député(e), sénatrice ou sénateur, vous pouvez imprimer et signer la **PROPOSITION DE LOI REFERENDAIRE** ainsi que l'**APPEL A REFERENDUM** ci-joints et les retourner aux adresses indiquées, sous forme de scan et par la poste.

Vous pouvez, bien sûr, encourager vos collègues à en faire autant !

2°) Si vous êtes simple citoyen(ne), vous pouvez écrire aux élus nationaux (députés, sénateurs) de votre département ou de votre connaissance pour les inviter à s'associer, eux aussi, à cette démarche.

Vous pouvez en outre solliciter un rendez-vous, afin de leur en parler de vive voix. Trois Français sur quatre, selon un sondage de l'IFOP d'octobre 2015, veulent la participation de la France à l'abolition des armes nucléaires, et veulent être consultés sur ce sujet par référendum. Par votre démarche, vous montrerez que

vous en faites partie.

Chacun et chacune peut signer et faire signer l'Appel à référendum, destiné à être largement diffusé, en attendant de pouvoir apporter son soutien électronique à la proposition de loi référendaire.

L'occasion de donner au peuple français la parole sur cette question de survie ne s'est encore jamais produite et pourrait bien ne jamais se reproduire si nous ne savons pas la saisir.

Avec les Parlementaires concernés, ACDN a pris l'initiative de cette campagne nationale.

Quoi que vous fassiez et quels qu'en soient les résultats, merci de nous en tenir informés.

Cordialement.

**Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN)**

31 Rue du Cormier 17100 – Saintes

06 73 50 76 61 [contact@acdn.net](mailto:contact@acdn.net) [www.acdn.net](http://www.acdn.net)

Plus d'infos :

- Référendum d'initiative partagée

La France va-t-elle participer à l'abolition des armes nucléaires ? Des députés proposent un référendum.

- Communiqué de presse d'ACDN et des Parlementaires pour l'abolition des armes nucléaires

- Trois Français sur quatre veulent abolir l'arme nucléaire Sondage IFOP

« Nos enfants marchent sur du plutonium »

Roland Oldham, président de l'association Mouroua e tatou



[www.obsarm.org](http://www.obsarm.org)

**Essais nucléaires :  
les atteintes aux enfants**

Brano Barrillot

Il y a 50 ans, quelques "Citoyens du Monde", dont Jean Rostand, l'Abbé Pierre, Bertrand Russel, Linus Pauling... lançaient un Appel contre la guerre et la désintégration de l'atome.

(Michel Lablanquie)

**L'Appel des 13, le 3 mars 1966,**

13 CITOYENS DU MONDE de réputation mondiale déclaraient :

<http://www.recim.org/cdm/cit13fr.htm>

"En l'absence d'une loi supranationale, les États sont obligés de compter sur la force pour défendre leurs intérêts. Conséquence : la guerre, voulue ou accidentelle, devenant depuis la désintégration de l'atome et le développement des armes bactériologiques, l'absurde "solution finale", le génocide étendu à toute la race humaine.

En l'absence d'institutions mondiales capables d'assurer la satisfaction des besoins fondamentaux communs à tous, la personne humaine est bafouée. Tandis que d'immenses richesses sont gâchées, les deux tiers de l'humanité souffrent de la faim.

Les progrès de la science et de la technique rendent pourtant possible l'organisation d'une communauté mondiale où ré-

gneraient la paix et l'abondance, où les libertés fondamentales seraient garanties aux individus, aux peuples, aux nations. (...)

*Ont signé (3 mars 1966)*

Lord BOYD ORR (Grande Bretagne)

Premier directeur de la F.A.O. (1945

-1948) Prix Nobel de la Paix 1949.

Josué de CASTRO (Brésil). Ex-

Président du Conseil de la F.A.O.,

Président-Fondateur du Centre Inter-

national de Développement. Danilo

DOLCI (Italie) Pionnier du dévelop-

pement socio-économique de la

Sicile. SHINZO HAMAI (Japon) an-

cien Maire d'Hiroshima. Pr J-

L.HROMADKA (Tchécoslovaquie)

Professeur de théologie. Président

de "Christian Peace Conference".

Pr. Alfred KASTLER (France) Prix

Nobel de physique 1966. Membre de

l'Institut (Académie des Sciences).

Mme Rajan NEHRU (Inde). Pr. Linus PAULING

(U.S.A.) Prix Nobel de chimie 1954. Prix Nobel

de la Paix 1962. Abbé PIERRE (France) Fonda-

teur des Communautés d'Emmaüs. Jean ROS-

TAND (France) biologiste et écrivain. Membre

de l'Institut (Académie Française) Lord Bertrand

RUSSEL (Grande Bretagne) Philosophe. Ma-

thématicien. Prix Nobel de Littérature 1949. Pr.

Ivan SUPEK (Yougoslavie) Professeur de philo-

sophie et de Sciences. Membre de l'Académie

des Sciences et des Lettres. Président du mou-

vement Pugwash yougoslave. Pr. Hans THIR-

RING (Autriche) Professeur de physique à l'uni-

versité de Vienne. Membre de l'Académie des

Sciences.

Sur l'énergie nucléaire civile :

**Déclaration du Congrès des Peuples, le 28 novembre 1982**

<http://www.recim.org/kdp/dm19-fr.htm>

Comme Délégués élus au Congrès des Peuples, directement et démocratiquement, par un corps électoral transnational réparti dans 110 pays,

NOUS CONSTATONS que :

- l'énergie nucléaire couvre aujourd'hui moins de 1 % de la consommation mondiale (surtout au bénéfice des pays nantis), l'utilisation de cette énergie laisse non ré-

solu actuellement le problème de la résorption des déchets radio-actifs, dangers certains pour les générations futures,

- le choix fait par plusieurs pays d'un développement important du nucléaire est justifié autant par le désir d'une fallacieuse indépendance énergétique que par la pression de groupes financiers multinationaux,

- les énormes investissements affectés à l'énergie nucléaire retardent les programmes de recherches sur les énergies douces : solaire, hydrogène, biogaz, biomasse, éoliennes, géothermiques, centrales géostationnaires, centrales océanes, marémotrices ou aérothermiques, ...

- l'énergie nucléaire risque de conduire à une société policière à cause des dangers de détournement des matières fissiles à des fins terroristes,

- les produits de base de l'énergie nucléaire civile peuvent être détournés à des fins militaires.

NOUS CONSIDÉRONS que :

si l'on utilisait rationnellement les énergies fossiles en pleine connaissance des risques écologiques que leur usage entraîne et si l'on adoptait une politique mondiale efficace de limitation des gaspillages d'énergies, on pourrait assurer la transition vers un usage des énergies douces permettant à terme l'abandon de l'énergie nucléaire,

NOUS DEMANDONS en conséquence, la création d'une Institution mondiale supranationale à pouvoirs réels et bien définis pour :

- promouvoir, à l'échelle mondiale, les études sur les énergies douces,

- élaborer un programme de démantèlement progressif des centrales nucléaires existantes.

L'Assemblée des Citoyens du Monde est signataire de L'Appel des 68, lancé suite à la catastrophe de Fukushima .

**Sur Cahors-Mundi : <http://www.journeesdetudes.org/>**



# Voiture électrique, NON !

Monsieur Pierre CAMANI  
Président du conseil départemental du Lot-et Garonne.

**Objet : publicité sur le caractère écologique de vos véhicules électriques.**

La voiture électrique, un véhicule sans bruit, oui.  
Sans émission de CO2 ET 100 % écologique, certainement pas !

C'est avec une certaine incrédulité mêlée d'une bonne dose de consternation et d'indignation que nous avons constaté, bien en évidence sur vos véhicules électriques, les slogans « zéro bruit, zéro émission de CO2, 100 % écologique »

Le premier point ne pose pas de problème. Par contre, le second point est tout simplement objectivement faux, pour ne pas dire mensonger. Ce n'est pas seulement nous qui l'affirmons, vous trouverez ci-joint l'avis du Jury de déontologie publicitaire, qui a retoqué la publicité de Bluecub à Bordeaux et la Zoé de Renault. Une instance peu suspecte d'être un repaire d'écologistes gauchisants et intégristes... L'électricité utilisée (même si elle devait être « verte », ce que nous attendons que vous nous confirmiez dans votre réponse) n'est aucunement indemne d'émission de CO2 – en ce domaine, le nucléaire est grosso modo au même niveau que les renouvelables. Et c'est faire abstraction de l'énergie grise – au sens propre comme au figuré, nécessaire à sa construction..

Ce qui nous amène à la cerise sur le gâteau, le « 100 % écologique ». Car si cette notion peut apparaître plus subjective, c'est l'ADEME, la principale agence environnementale officielle française, qui apporte des éléments au dossier : **il faut avoir parcouru de 50 000 à 100 000 km en voiture électrique** pour commencer à être moins producteur de CO2 que si l'on roulait en voiture thermique. C'est-à-dire de 15 à 30 km par jour, 365 jours par an, pen-

dant 10 ans !

Sachant que les voitures électriques servent essentiellement pour des trajets courts, il est probable qu'**un propriétaire de voiture électrique n'atteindra jamais**, ou à peine, le kilométrage nécessaire pour s'estimer plus "vertueux" qu'avec une voiture thermique.

Mais il y a encore pire : ce que l'étude de l'Ademe oublie de pointer, c'est que le CO2 dont est coupable la voiture électrique est envoyé totalement dans l'atmosphère **avant même que ne soit parcouru le moindre kilomètre**, ce qui démultiplie son impact, alors que le propriétaire de voiture thermique va émettre son co2 peu à peu au fil des 10 années considérées.

Par ailleurs, même si cela ne concerne pas directement le climat, il est partout prétendu que la voiture électrique n'émet pas ces fameuses particules fines si nocives pour la santé. Mais, là aussi, les idées reçues se fracassent sur le réel : comme le signale le magazine Science et Vie (janvier 2015), "**Les pneus, les freins et l'usure des routes émettent presque autant de microparticules que le diesel**".

Et dans cet argumentaire, nous faisons l'impasse sur l'ensemble des problèmes liés à la production d'électricité nucléaire, la seule aujourd'hui produite en quantité suffisante pour alimenter une part significative du parc automobile français, et qui devrait constituer pourtant le cœur du débat.

Vous comprendrez ainsi notre réaction devant votre campagne de communication.

Nous demandons donc explicitement son retrait, et sollicitons une entrevue avec vous pour débattre plus en avant de votre politique en la matière -notamment les subventions massives aux bornes de rechargement.

Des indigné-es lot-et-garonnais-es  
contact : KUNG Pierre Capvath 47130 BAZENS

*Avec le soutien d'Attac 47 et VSDNG (Vivre Sans le Danger Nucléaire de Golfech)*

Texte inspiré par les articles de L'Observatoire du Nucléaire



[www.observatoire-du-nucleaire.org](http://www.observatoire-du-nucleaire.org)

Avertissements très importants :

L'Observatoire du nucléaire ne fait en aucun cas la promotion de la voiture thermique (essence ou diesel) qui est elle-même une calamité environnementale. Il s'agit par contre de contester les allégations selon lesquelles la voiture électrique serait "propre", "écologique", ou même "moins polluante que la voiture thermique".

L'Observatoire du nucléaire n'entend pas "interdire" de se déplacer en automobile (ce qui doit cependant être le cas seulement lorsqu'on ne peut pas faire autrement), il conteste le fait de prétendre que ce genre de déplacement est "écologique" alors qu'il est en réalité très polluant.

La voiture électrique est responsable de toutes les tares du nucléaire lorsqu'elle est rechargée sur le secteur (75% d'électricité nucléaire en France)

ERDF va prochainement généraliser l'installation des compteurs connectés (« intelligents ») ou « smart meter », les compteurs Linky. De même pour le gaz (Gazpar avec zone ATEX) et ensuite pour l'eau. Ces compteurs ne rendront aucun service supplémentaire aux utilisateurs qui devront en supporter les coûts ! Par ailleurs il existe des risques avérés, techniques, d'intrusion sur la vie privée et surtout pour la santé.

Nous devons nous informer, informer nos voisins, famille, amis, ... et résister. L'Allemagne refuse ces compteurs, ce n'est plus obligatoire en Belgique, en Angleterre, au Canada, ils sont démontés en Californie..

Ces compteurs « intelligents » permettent de mesurer la consommation instantanée en temps réel de chaque appartement et maison en envoyant les données par Courant Porteur en Ligne, jusqu'au transformateur, puis par GSM vers les opérateurs. La technique CPL consiste à ajouter une modulation basse à moyenne fréquence sur les installations de distribution et domestique. Il en résulte un champ électrique non négligeable, car nos installations ne sont pas prévues pour cela (il faudrait des fils blindés).

Pour les opérateurs, l'intérêt est de connaître très finement les consommations instantanées pour mieux optimiser les réseaux, et de réguler les pics de consommation par délestage. Par ailleurs les compteurs traditionnels ne mesurent pas l'intégralité de la consommation (« Cos Ø »), cette perte est déjà prise en compte dans le prix de l'électricité, ce ne sera plus le cas avec ces nouveaux compteurs électroniques et on nous la facturera une seconde fois. Enfin il sera possible de gérer la puissance souscrite à distance, sans intervention manuelle.

Il n'y aura plus de relevés manuels, donc 2000 emplois supprimés dans un premier temps.

L'investissement en France est estimé à 7 Milliards d'Euros, sans compter l'obsolescence (15 ans maximum par rapport à 40 à 60 ans aujourd'hui).

Les Risques sont importants.

De nombreux cas d'incendie spontané de ces compteurs, des pannes non expliquées de matériel existant (TV, ordinateur, domotique...), immédiatement après l'installation de ces nouveaux compteurs ont été signalés. La sensibilité des compteurs ne tolère aucun dépassement de puissance, il disjoncte !

Les bilans financiers sont défavorables pour le consommateur, dans tous les cas votre facture va augmenter. Il faudra bien payer les investissements et le renouvellement plus fréquent du matériel!

Il y a un risque de piratage des données, voire du réseau à grande échelle, possiblement un black-out.

C'est une intrusion majeure dans la vie privée, il est en effet possible de savoir si le logement est occupé ou pas, par combien de personnes, quels sont les appareils en service, ... y compris par les hackers et cambrioleurs.

Les risques sanitaires : augmentation imposée des rayonnements dans chaque habitation, sans possibilité de coupure par l'utilisateur. En effet les signaux CPL injectés vers les compteurs se propageront dans toutes les installations domestiques, jour et nuit. Par ailleurs cela nécessite l'installation supplémentaire de milliers d'antennes GSM. Tous ces rayonnements sont classés « potentiellement cancérigène » et vous n'aurez plus le choix de les couper.

Tous ces risques techniques et sanitaires sont explicitement rejetés par ERDF dans leurs nouvelles conditions générales de vente 2015 et non pris en compte par les assurances (exclusion des risques liés aux CEM).

Que faire ? Il faut s'informer et informer nos proches et surtout propager l'information. Consulter les sites spécialisés (Robin des Toits et l'association régionale Antennes31.org, Next-up, ...).

On peut s'opposer à l'installation de ces compteurs, pas de pénalité financière si refus, mais attention, il y a des cas de passage en force en France. Les mairies (ou groupement de communes) sont propriétaires des installations entre les concentrateurs et les particuliers, on doit donc leur notifier qu'ils seront tenus pour responsables en cas d'incidents. Différents modèles de lettres types, à envoyer à ERDF et au maire de votre commune en recommandé AR sont disponibles au travers des liens ci-dessous.

La difficulté c'est qu'il faut résister au niveau des quartiers et des villes ; en effet si vous refusez le compteur mais que tous vos voisins l'acceptent, alors les signaux CPL rentreront quand même chez vous ! *Envoyé par MC Gambérini*

Bonjour,  
importante mise à jour du site  
<http://refus.linky.gazpar.free.fr>

et aussi :

"Kit de survie" face à une délégation d'ErDF :  
<http://refus.linky.gazpar.free.fr/le-doc-contre-erdf.htm>

Panique chez les "élites" :

<http://refus.linky.gazpar.free.fr/communes-droit-refuser-linky.htm>

**NB : désormais 49 communes anti-compteurs communicants, et bientôt d'autres...**

**Site tenu par Observatoire du Nucléaire**

DEPARTEMENT  
DE LOT ET GARONNE

Arrondissement d'Agen

MAIRIE DE  
PORT-SAINTE-MARIE



Code Postal : 47130  
Tel : 05 53 87 21 19  
Fax : 05 53 87 99 50

e-mail : [port-sainte-marie.mairie@wanadoo.fr](mailto:port-sainte-marie.mairie@wanadoo.fr)  
site web : [www.portsaintemarie.fr](http://www.portsaintemarie.fr)

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Le Maire de PORT SAINTE MARIE

aux

Habitants de la Commune

Comme cela s'est passé dans plusieurs communes en France, le Conseil Municipal de Port Sainte Marie a voté, lundi 15 février, à la majorité (16 voix pour et 3 abstentions), contre le remplacement des compteurs d'électricité, de gaz, d'eau chaude et d'eau froide des particuliers et des bâtiments publics, par des compteurs communicants.

Ce refus a été motivé par plusieurs raisons :

\* Le souci de protection de la santé des habitants : en effet, ces compteurs sont tous sources d'ondes électromagnétiques avec en plus pour le compteur électrique Linky, un rayonnement à l'intérieur des logements à cause de la technique du CPL (courant porteur en ligne). Les données transmises par radio fréquences empruntent les câbles électriques non blindés qui émettront alors des ondes, ces dernières classées cancérigènes possibles par le CIRC OMS (centre international de recherche contre le cancer). Même si l'exposition est moindre que celle due aux téléphones portables, il y a un effet cumulatif et, de ce fait, nous avons récemment supprimé le CPL dans les 2 écoles en installant des connexions filaires dédiées et réduit le WiFi au strict minimum (WiFi interdit dans les crèches et limité dans les écoles depuis le 9 février 2015, Loi Abeille n° 2015-136).

- \* La non prise en charge en responsabilité civile, des dommages liés aux ondes électromagnétiques, par les compagnies de réassurance.
- \* Le piratage possible, voire probable à l'avenir, des installations.
- \* L'impossibilité, contrairement à ce qui a été annoncé, pour un particulier, de réaliser des économies.
- \* Le risque d'intrusion dans la vie privée.
- \* Le cas avéré de disjonctions avec Linky alors que les compteurs actuels supportent certains dépassements. Seule solution proposée par ERDF, souscrire un abonnement plus puissant donc plus cher.
- \* La durée de vie des compteurs communicants estimée à 20 ans contre 60 pour les actuels (La mise en place des Linky coûte 5 milliards d'euros).
- \* Le risque de perturbations des systèmes et appareils domestiques.
- \* Le risque d'incendie (8 sur les 300 000 compteurs Linky installés pendant l'expérimentation). C'est peu dans l'absolu mais beaucoup trop pour un compteur qui ne présente aucun intérêt pour le consommateur.

Mutualistes.com  
**L'OMS classe les ondes électro-magnétiques "cancérigènes possibles"**



**Soirée info LINKY JEUDI 9 JUIN,**  
**Maison de la Vie Associative, Villeneuve/ Lot , 47**  
**avec Agir pour le vivant, Stéphane Lhomme.**  
Soutien de Stop Golfch  
et Collectif transition énergétique



## Transition énergétique : les mains dans le concret

Samedi 21 MAI à 14h à la salle des fêtes de Castelnau-Montratrier

( entre Cahors et Montauban )

Réunion d'information sur les toitures photovoltaïque citoyenne

avec COMBRILLES DURABLES en vue de mettre en place un projet sur le Quercy à l'initiative de Quercy Blanc Environnement, et d'Énercit 82 .

Contacts : philippe.cruzel@orange.fr et "

JFSH" jean-francois.saint-hilary@orange.fr

### Week end du 4 et 5 juin 2016, journées portes ouvertes sur les maisons économes/ énergies renouvelables

6 circuits de visites dans le Lot et Garonne  
Visite aussi d'une chaufferie bois communale à Lagarrigue (47)

[www.collectifn47.free.fr](http://www.collectifn47.free.fr) ou Monique tel et mail p.20

### Rapport d'activités de Vivre Sans le Danger Nucléaire de Golfech-Stop Golfech en 2015 (fait rapidement par Monique G)

Conformément à nos statuts nous avons continué à informer et sensibiliser sur 2 thèmes majeurs : les dangers liés au nucléaire en France surtout avec un suivi de la centrale de Golfech..., les propositions pour se passer du nucléaire. Nous avons continué à accomplir ce travail :

#### 1) dans le cadre de notre groupe local VSDNG 47 :

toujours une petite équipe pour envoyer le journal (Chantal, Patricia, Monique P.) notre trésorière dévouée Annie, Jim (toujours efficace à Golfech) avec sa sono ... Aline, Jean-Michel, André, Benoît, Juliette, Nicole pour les tracts, Guillaume et Christian pour le site (stopgolfech.org) et Christian toujours là pour la technique internet, vidéo etc..Donc c'est une vingtaine de personnes qui répondent présentes à un moment ou à un autre, sans qui l'assos ne pourrait pas continuer.

S'ajoute la liste de presque 100 personnes qui reçoivent l'info internet, environ 70 personnes à jour de cotisation/abonnement au journal, 2 journaux Stop Golfech par an (tirage de 250 ex).

#### Les actions dans le 47

Animation autour du film Libres de JP Jaud en juin à Aiguillon (Monique et André) et début septembre aux Montreurs (Monique) Soutien pour zad : André, Suzanne, Pierre, et plusieurs autres ponctuellement et soutien de jeunes de la zad au 26 avril de Golfech stand à Festi bio tenu par André, Suzanne et Yveline stand à Alternatiba 47 le 5 et 6 septembre (Monique)

4 et 5 octobre : stand à Horizon vert avec Monique, André, Benoît Stand à la soirée sur COP 21 organisée par Attac 47

Distribution de tracts en novembre au moment de la COP 21 : marché du Pin (15 personnes)

Dénonciation de la voiture électrique (Pierre voir p.17)

#### 2) Dans le cadre de la coordination anti-nucléaire du sud-ouest (une quinzaine de groupes)

Mais sont présents : Daniel R. et Marc SA (31-ATMP- CANT), Roland P. (SDN 82), Benoît P. et Monique G (VSDNG-47) Philippe C. (SDN Lot) Michel L- Bien Profond (Lot) Henri Chevalier (32), EELV 09, Serènes Sereines (12) et contacts aussi avec 4 autres assos (Tchernobloye, Négajoule, SDN81, NPA32)

#### coordinations CASO le 17-1, le 7-3, le 11-4, le 11-10 qui ont surtout préparé

la distribution de tracts travailleurs du 11 mars (600 tracts distribués il en aurait fallu 700) l'après midi du 26 avril 2015 devant Golfech

la conférence d'Annie Thébaud-Mony et Philippe Billard le lundi 11 mai 20h30 à la salle Léo Gipoulou à Valence d'Agen ; le réseau financera le film de la conférence.

en novembre à La Chapelle Toulouse (prépa congrès réseau)

André participe à la BD des malades de la thyroïde, à une conférence à Toulouse et à Cahors

Alternatiba Léríbosc (82) le 16 et 17 mai ; Monique aide SDN 82 pour le stand et anime une conférence avec Philippe du Lot (40 personnes)

Août : soutien pour le Voyage à Gramat : Suzanne, Patrick, Monique

#### 3 ) Dans un cadre antinucléaire plus large

## Infos Non au Gaz de Schistes

APPEL à mobilisation à

PAU du 5 AU 7 AVRIL 2016

### Appel non-violent à bloquer les fossiles du climat et des océans.

Bloquons le sommet du pétrole offshore !

<https://alternatiba.eu/alternatitrain/2016/03/10/appel-alternatiba-eu-mobilisation-a-pau-du-5-au-7-avril-2016/>

### Bilan des mobilisations de février à NDDL et à Barjac

<https://blogs.mediapart.fr/maxime-combes/blog/290216/nddl-et-barjac-delivrent-un-message-clair-la-transition-cest-maintenant>

### Ségolène Royal veut faire inscrire l'interdiction d'exploiter le gaz de schiste au Code minier

<https://www.francebleu.fr/infos/climat-environnement/l-interdiction-d-exploiter-le-gaz-de-schiste-bientot-inscrite-au-code-minier-1456932872>

### Bonne nouvelle : Schuepbach ne sera pas indemnisé par l'Etat

<http://www.midilibre.fr/2016/03/11/gaz-de-schiste-schuepbach-perd-la-bataille-de-l-indemnisation,1298462.php>

Pierre participe à une action blocage à Malvesi (Narbonne)

Monique assure une conférence à Alternatiba Bergerac en septembre

Monique assure 2 semaines de vigie en été 2015 et en janvier 2016 devant l'OMS à Genève); Alain Zanardo assure avec elle celle de janvier.

Participation au congrès d'Angers du Réseau en février 2016 (Monique)

#### 4) Dans le cadre du Collectif Transition Énergétique 47 (Stop Golfech en est un maillon essentiel : trésorerie, financement, gestion liste info):

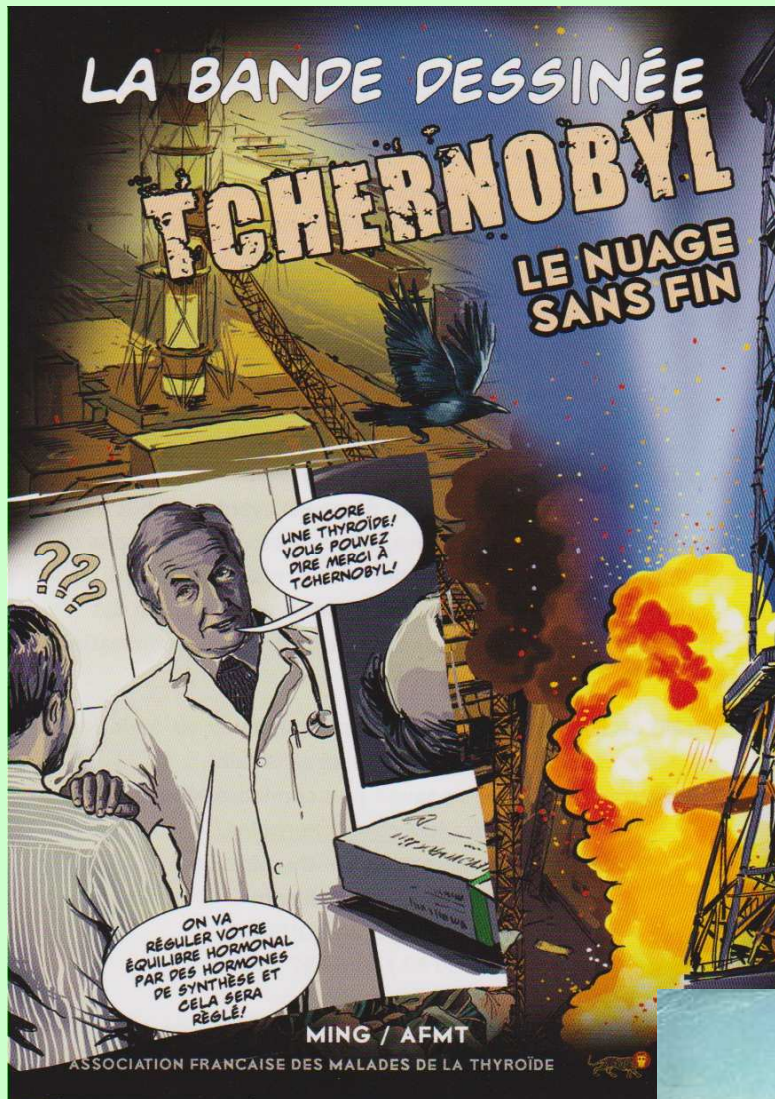
- Petite équipe d'animation avec Pierre S et moi : Chantal, Dominique, Jean-Michel, Michel. Journées portes ouvertes (30-31 mai) 100 personnes participent (6 circuits) ; conférence très réussie sur méthanisation à Grateloup (50 personnes)

- animation de 3 conférences à Alternatiba Grateloup : une sur les Tepos (20 présents) , une sur le solaire thermique (environ 50 présents), et une sur les lanceurs d'alerte avec Stéphane Lhomme (25 personnes).

**Divers** : en plus de l'adhésion au Réseau, nous adhérons à la Criei-Rad, à Bure (Maison contre enfouissement déchets), aux Enfants de Tchernobyl Bélarus, aux Malades de la Thyroïde.







Bravo à tous ceux qui ont participé à cette belle œuvre, utile, et de longue haleine...

La commander à :

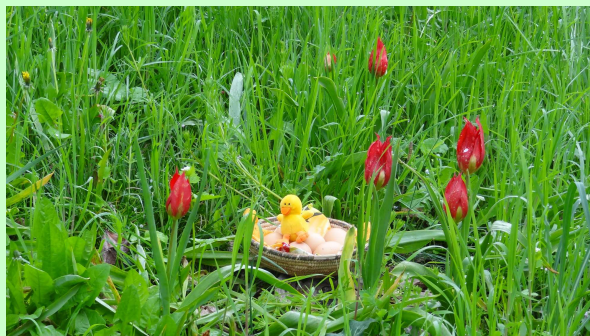
l'Association des malades de la thyroïde

BP 1 - 82700 BOURRET

05 63 27 50 80

[www.asso-malades-thyroide.org](http://www.asso-malades-thyroide.org)

Elle sera en vente le 30 avril à Golfech



Tulipes botaniques de l'Agenais  
et œufs de Pâques,  
clin d'œil printanier



Pour Chantal  
et les autres  
amis belges,  
une pensée  
tendre en ces  
jours de mars.

Pour les vieux  
de la lutte, une  
jolie photo  
d'avant 1982,  
la rotonde anti-  
nuc de Golfech



Un immense merci à ceux qui renouvellent abonnement et soutien, parfois très généreusement. Nous avons besoin de vous tous. Stop Golfech-VSDNG 148 Rue Gérard Duvergé-47000 Agen. Envoi des articles à [moniqueguittenit47@orange.fr](mailto:moniqueguittenit47@orange.fr) ; prochain journal début septembre 2016 ; beaucoup de dessins de ce journal ont été empruntés à CAN 84 Merci à eux de permettre ces emprunts et pour la qualité des dessins. Voir aussi en ce mois des femmes (!) <http://www.laparisienneelibree.com/jt4/>. **ALERTE LES FONDS SONT EN BAISSSE !!!**

**ABONNEMENT ANNUEL  
A STOP-GOLFECH:**

**8€ et plus...**

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

**COTISATION DE SOUTIEN  
A VSDNG:**

**12€ et plus...**

NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

**Stop Golfech**

Journal de la coordination antinucléaire Stop Golfech

Dépôt légal : 20 Juin 1991

Commission paritaire 0307 G 81372

ISSN 1253-286X

Imprimerie ICA Concept

39-41 Avenue Jean Jaurès 47000 Agen

Directeur de publication : William Soubiran

Rédacteurs : A.Crouzet, M.Guittenit, M.St Aroman

Pigiste : Ch. Guittenit

Envoi : P.Habit, Ch.Lamas, A.Vérardo,

O.Belle, J.Rosales, M.Prévoit

Adresse du journal : VSDNG,

Solidarite Inter Association

148 rue Gérard Duvergé, 47000 Agen

Tel 05 53 95 02 92 (Monique)